

EUROBAROMETRE 65

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2006

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre 65.2 - Edition standard - Printemps 2006

La perception des politiques de l'UE et de ses institutions

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

juillet 2006

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
7 rue Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg Tel. 4301 32925
E-mail : comm-rep-lux @ec.europa.eu

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

Recul de la confiance accordée aux institutions européennes et du jugement positif de l'appartenance à l'UE

Le chômage demeure la préoccupation majeure

Le premier semestre 2006 est marqué au Luxembourg par un taux de chômage en progression. Bien qu'il soit toujours parmi les plus faibles de l'UE, il constitue le problème qui focalise le plus l'opinion publique, malgré une situation économique marquée par une croissance de l'ordre de 4%. Aux problèmes du marché de l'emploi s'ajoutent ceux de l'inflation et des déficits publics, notamment du budget de l'Etat, déficit auquel le Luxembourg avait jusqu'à présent réussi à échapper. Le Luxembourg a connu un premier semestre dominé, au niveau national, par des négociations ardues entre les partenaires sociaux (syndicats – patronat – Gouvernement) pour essayer de maintenir le modèle luxembourgeois qui existe depuis 1974 avec l'objectif de réformer les structures du pays par consensus. Ces négociations ont abouti en avril par l'acceptation d'une série de mesures, notamment de modération salariale et de diverses hausses fiscales.

Le sondage Eurobaromètre 65.2 réalisé par la Commission européenne au printemps 2006 dans les 25 pays de l'UE, fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques européennes et nationales.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 503 personnes pour l'EB 65.2 représentatives de la population du Luxembourg avec trois quarts de personnes de nationalité luxembourgeoise et un quart de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Entre satisfaction de la vie menée et pessimisme par rapport à l'évolution du marché du travail

Les habitants du Luxembourg sont à 92% satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir, mais à l'horizon d'ici cinq ans, plus de 39% s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Si on s'attend pour les douze mois à venir à une détérioration du marché de travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle, constat identique qu'au printemps 2005, sauf que, au printemps 2006, le pessimisme ambiant a augmenté.

Le Luxembourg, pays multiculturel: 45% des habitants ont au moins un parent né à l'étranger

Si 45% des habitants du Luxembourg ont au moins un parent né à l'étranger, il n'y a que 55% des parents des personnes interrogées qui sont tous les deux nés au Luxembourg. En d'autres mots, un peu moins de la moitié de la population a un ou au moins un de ses parents né dans un pays étranger, essentiellement des Etats membres de l'Union européenne. 39,6% de la population résidente au Luxembourg est de nationalité étrangère au 1er janvier 2006.

La crise de l'énergie

Face à l'évolution des problèmes liés à l'approvisionnement en énergie et à l'augmentation sensible des prix de celle-ci, les habitants du Luxembourg réclament un travail d'information conséquent aux autorités publiques ; informations à assortir de mesures d'incitations fiscales pour promouvoir un usage efficace de l'énergie. A la question générale de savoir si on était prêt à payer plus chère l'énergie produite à partir des sources d'énergie renouvelables, une personne sur deux au Luxembourg est disposée à le faire; au niveau de l'UE, il n'y a qu'une personne sur trois dans ce cas. Le Luxembourg se classe à la deuxième place des pays de l'UE derrière le Danemark. Cependant le citoyen-consommateur exprime une grande préférence pour la réduction de sa consommation d'énergie plutôt que de payer davantage à l'avenir.

La confiance accordée aux institutions nationales et européennes demeure à un niveau élevé, mais s'effrite

Les résidents du Luxembourg accordent généralement une grande confiance à leurs institutions, en premier lieu à leur Gouvernement (65%), devant la Chambre des députés (58%) et le système judiciaire (53%), scores qui sont en baisse depuis l'Eurobaromètre de printemps 2005. Au Luxembourg, siège de plusieurs institutions européennes, la confiance accordée aux institutions européennes dans leur ensemble est largement supérieure qu'au sein de l'UE. Notons toutefois de manière générale que, pour la deuxième année consécutive, nous observons une baisse de la confiance envers les institutions européennes au niveau luxembourgeois ; il s'agit d'une érosion lente, mais constante de 1 à 5 points par an et selon l'institution. A l'inverse, au niveau européen nous observons, après une année de baisse, une hausse de la confiance de 1 à 5 points selon l'institution.

Le Luxembourg juge favorablement son appartenance à l'UE, 72% d'opinions positives (baisse de 8 points depuis le printemps 2005 suite à une baisse précédente de 5 points endéans un semestre), ce qui ne représente cependant plus que le quatrième score dans le classement des pays membres, classement où le Luxembourg était habituellement en tête. Ce résultat est assorti par celui qui fait ressortir que 71% des citoyens au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, chiffre qui n'a quasiment pas varié durant la même période.

L'image de l'Union européenne : Liberté de circulation des personnes, monnaie unique et paix

Au Luxembourg, l'UE bénéficie d'une image positive auprès de 54% (58% au printemps 2005, 57% en automne 2005), 15% (+4 points en un an) en ont une image négative, 29% ne s'exprimant pas. L'UE représente toujours pour ses habitants surtout la liberté de circulation des personnes et à un niveau quasi-identique la monnaie unique, et la paix qui a perdu cependant 6 points en un an. Par ailleurs, le sentiment d'attachement à leur pays est grand pour neuf citoyens sur dix dans l'UE et au Luxembourg ; les résidents du Luxembourg se sentent sensiblement plus attachés à l'Europe (LU : 76% ; UE : 63%) et à l'UE (LU : 64% ; UE : 50%) que la moyenne des habitants de l'UE.

L'information sur l'Union européenne

La télévision devance nettement les autres médias comme source d'information en général, aussi bien au Luxembourg que dans l'UE. Télévision, presse et radio sont les premières sources d'information quand on interroge les citoyens sur les moyens utilisés pour s'informer au sujet de l'UE. Une majorité est d'avis qu'il y a suffisamment d'information sur l'Union européenne dans les médias. Si la moitié des interrogés estime que l'information fournie sur l'Union européenne par les principaux médias (télévision, presse et radio) est objective, un quart cependant est d'un avis contraire, les autres personnes ne s'exprimant pas.

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	2
Eurobaromètre, des sondages réguliers	5
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg.....	6
I. Aperçu de l'opinion	7
I.1. Vie et situation personnelle.....	7
I.2. Les attentes pour l'avenir	9
I.3. L'évolution de la vie en général: vue sur les 5 dernières années et les 5 années à venir....	14
I.4. L'attachement des citoyens à leur ville / village, leur région, leur pays, l'Europe et à l'UE.	16
I.5. L'enracinement national des citoyens dans leur pays de résidence.....	17
I.6. L'équipement des ménages	18
I.7. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face	19
I.8. Perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines	20
I.9. L'énergie : disposition et conditions pour une réduction de la consommation.....	21
II. La confiance accordée aux institutions et à Union européenne	24
II.1. Les institutions nationales	24
II.2. Les institutions européennes	25
II.3. Le sentiment d'appartenance.....	27
III. L'image de l'Union européenne	30
III.1. Image et représentation	30
III.2. Image positive, mais mitigée de l'Union européenne.....	31
III.3. Avenir et attentes : le rôle futur de l'Union européenne	34
III.4. Les actions prioritaires de l'Union européenne	35
IV. L'information sur l'Union européenne	36
IV.1. Les sources d'information	36
IV.2. Le traitement de l'information européenne	38
IV.3. Etat des connaissances de l'Union européenne	40
Spécifications techniques	42

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 503 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication (anciennement Direction générale Presse et Communication) de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 65.2 a été effectué au Luxembourg entre le 27 mars et le 24 avril 2006.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 503 personnes pour l'EB 65.2, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise et 27% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le sondage a été effectué durant une période marquée au Luxembourg notamment par l'accord obtenu en réunion tripartite, composée des représentants des syndicats, du patronat et du Gouvernement, sur un paquet de réformes visant au rétablissement économique, budgétaire et social du pays et par l'annonce de l'offre publique d'achat hostile de Mittal Steel sur Arcelor.

La première partie présente un aperçu de la vie et de la situation personnelle des résidents du Luxembourg ainsi que de leurs attentes y relatives en ce qui concerne le futur. En plus de l'analyse de l'attachement des citoyens à leur localité, leur région, leur pays et à l'Europe, ce rapport s'intéresse également à l'enracinement des citoyens dans leur pays de résidence qui, au Luxembourg n'est pas nécessairement synonyme de pays d'origine étant donné que près d'un résident sur quatre est de nationalité non-luxembourgeoise.

La deuxième partie analyse la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes ainsi que leur sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

La troisième partie se penche sur l'image de l'Union européenne auprès des habitants du Luxembourg et les attentes que ceux expriment à l'égard de l'UE.

La quatrième partie examine la manière dont est traitée l'information communautaire et le niveau de connaissances des sondés sur l'Union européenne.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-25. Le rapport de l'Eurobaromètre 65.2, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://europa.eu.int/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 503 personnes, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

BE	Belgique	3%
DE	Allemagne	1%
FR	France	4%
IT	Italie	4%
PT	Portugal	11%
autres	autres citoyens issus de l'UE	4%

Répartition par sexe

Hommes	49%
Femmes	51%

Répartition par classe d'âge

15-24 ans	14%
25-39 ans	29%
40-54 ans	27%
+ 55 ans	30%

Répartition par classe socioprofessionnelle

Indépendants	4%
Salariés	47%
Non actifs	49%

I. Aperçu de l'opinion

La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des citoyens évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle des citoyens ainsi que leurs attentes pour l'avenir. Ainsi il ressort que 92% des habitants du Luxembourg sont satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir, mais à l'horizon d'ici cinq ans, plus de 39% s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Si on s'attend à une détérioration du marché du travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle, constat identique qu'au printemps 2005, sauf que, depuis cette période, le pessimisme ambiant a nettement augmenté.



























Le présent Eurobaromètre fournit à nouveau des renseignements sociodémographiques intéressants comme l'origine nationale des résidents actuels du Luxembourg, l'équipement des ménages plus élevé au Luxembourg que dans l'ensemble de l'UE et une première exploration des attitudes face à la crise de l'énergie.

I.1. Vie et situation personnelle

Question: Q43. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?

Réponses: Satisfied

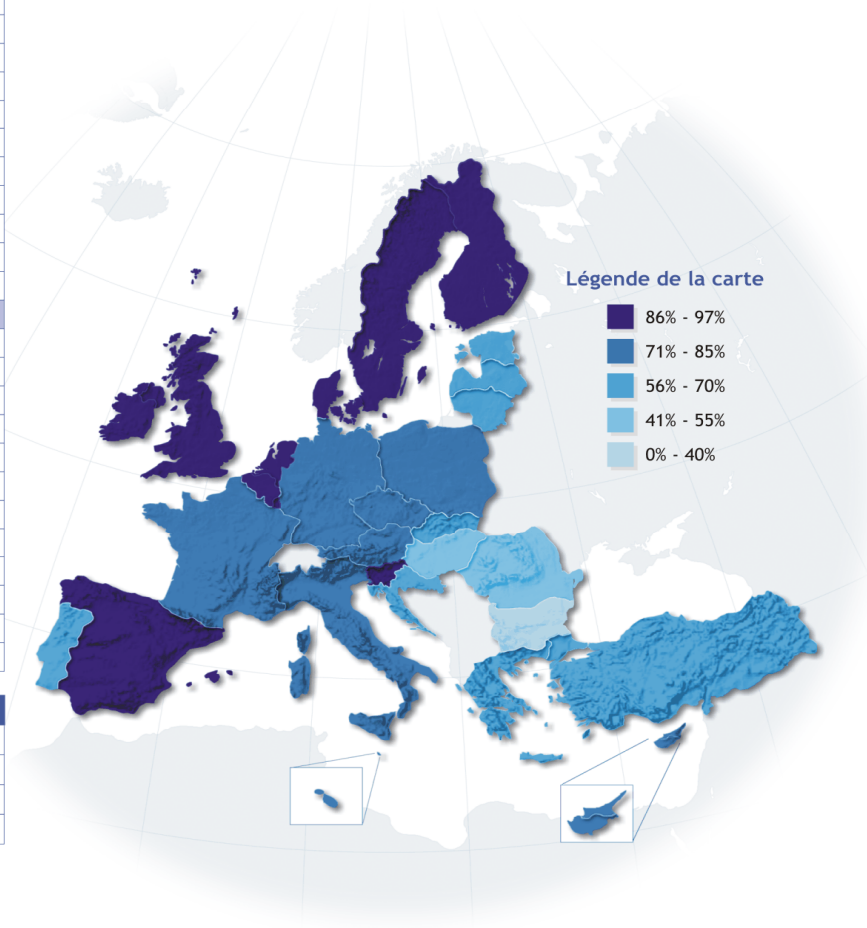
Résultats par pays

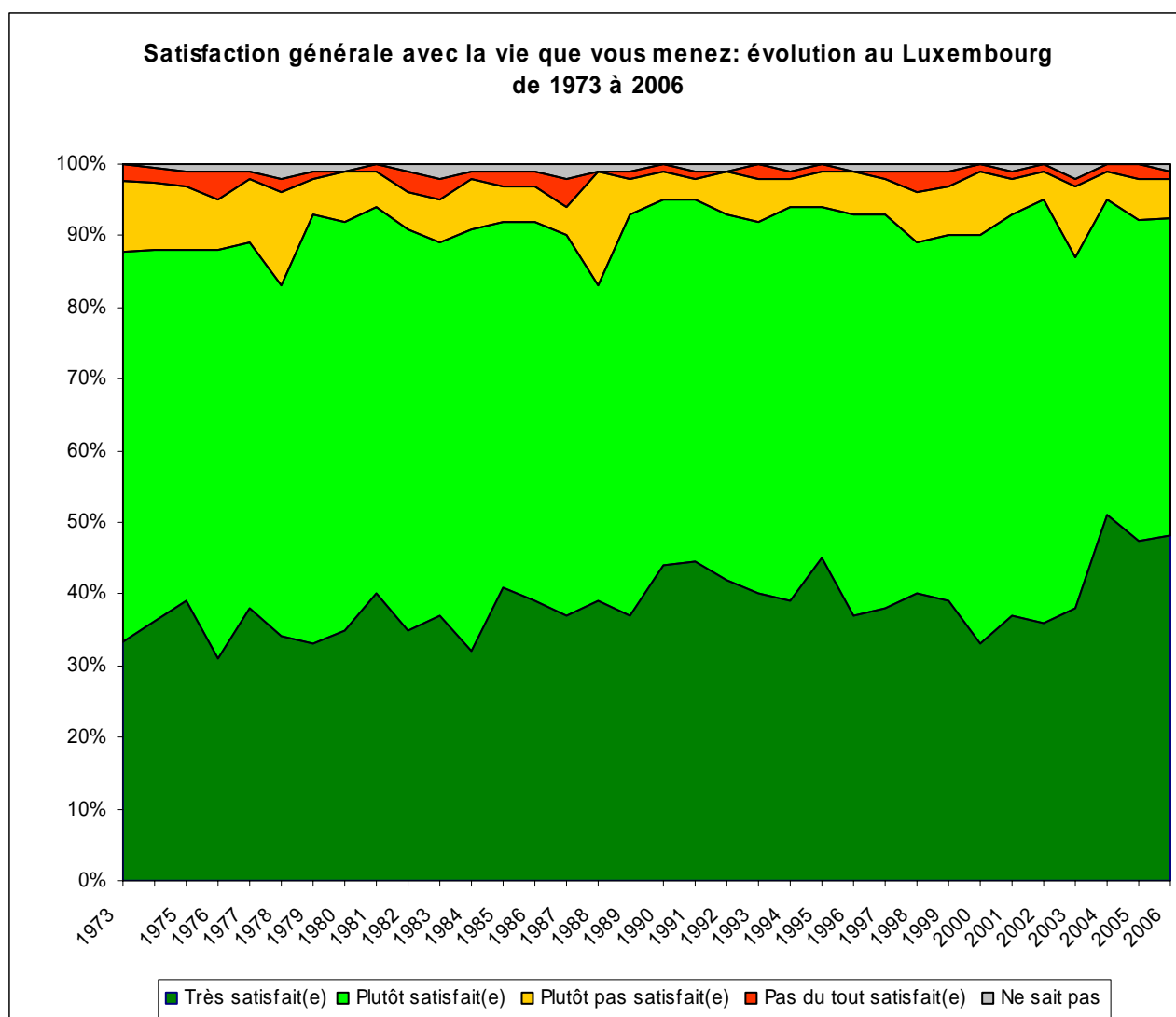
	Danemark	97%
	Pays-Bas	95%
	Finlande	94%
	Suède	94%
	Belgique	92%
	Luxembourg	92%
	Irlande	90%
	Espagne	88%
	Slovénie	88%
	Royaume-Uni	87%
	France	85%
	Autriche	85%
	Chypre*	84%
	European Union (xx) (25)	81%
	Allemagne	81%
	République tchèque	81%
	Malte	77%
	Italie	76%
	Pologne	72%
	Estonie	69%
	Grèce	67%
	Slovaquie	66%
	Lettonie	60%
	Lituanie	59%
	Portugal	56%
	Hongrie	54%

* CY(tcc) = 74%

Autres pays

	Turquie	70%
	Croatie	69%
	Roumanie	43%
	Bulgarie	25%





A la question s'ils sont satisfaits ou non de la vie qu'ils mènent, 92% des sondés au Luxembourg déclarent être très ou plutôt satisfaits de leur vie (UE : 81%). Non satisfaits se disent 7% des personnes interrogées au Luxembourg, contre 19% au niveau européen. Le Grand-Duché se classe en cinquième position parmi les taux de satisfaction les plus élevés, ex æquo avec la Belgique, et derrière la Suède et la Finlande tous les deux 94%, les Pays Bas (95%) et le Danemark (97%).

Bien qu'une très large majorité exprime sa satisfaction avec la vie menée, le taux de satisfaction atteint des niveaux particulièrement bas en Hongrie (54%), au Portugal (56%), en Lituanie (59%) et en Lettonie (60%). Notons encore les taux de satisfaction très faibles mesurés en Roumanie (43%) et Bulgarie (25%), pays qui vont rejoindre l'UE dans un avenir proche.

La carte de l'Europe illustre bien les différences géographiques au niveau du taux de satisfaction ; les scores les plus élevés sont observés dans les pays scandinaves, le Benelux, les îles britanniques, l'Espagne et de manière plus isolée la Slovénie, seul pays ayant intégré l'UE récemment à obtenir un score de plus de 85%.

Au Luxembourg, nous constatons que la situation est stable par rapport au printemps 2005 et qu'elle reste marquée par un taux de satisfaction évoluant autour de 90% depuis les années 1980.



























I.2. Les attentes pour l'avenir

Question: QA4.1. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre vie en général

Réponses: Meilleurs

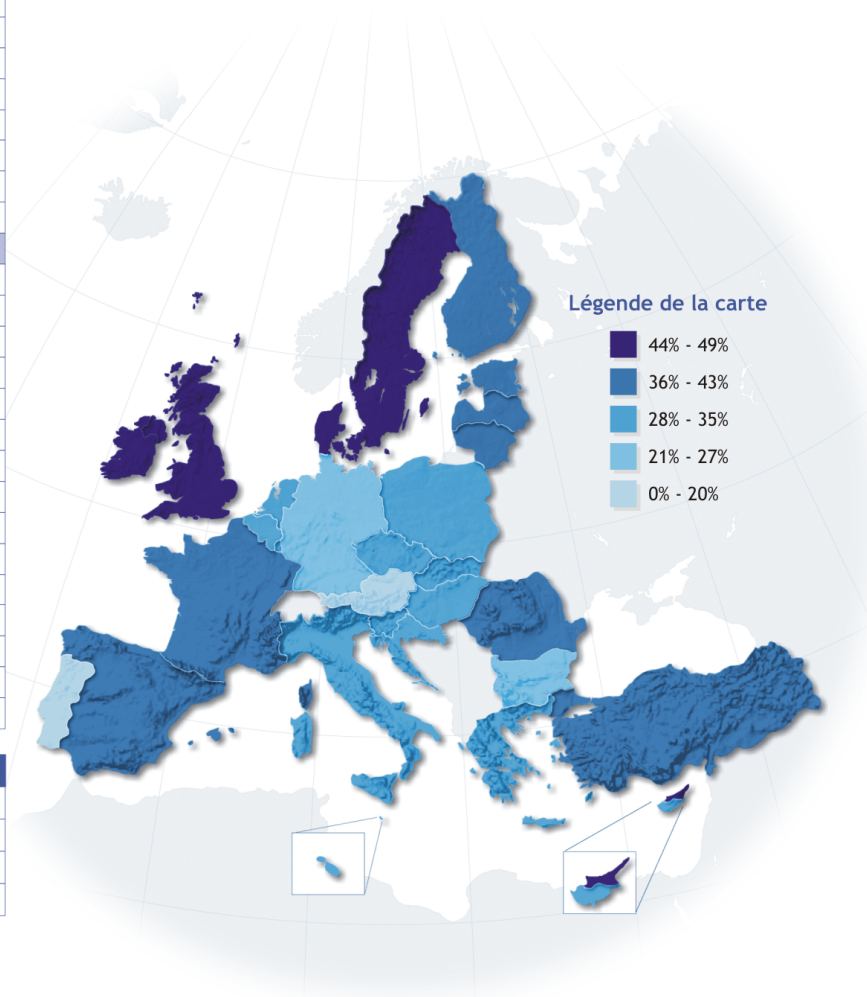
Résultats par pays

	Irlande	49%
	Suède	49%
	Royaume-Uni	46%
	Danemark	44%
	Estonie	43%
	Lettonie	42%
	France	41%
	Espagne	40%
	Finlande	37%
	Lituanie	37%
	European Union (xx) (25)	35%
	Italie	34%
	Pays-Bas	34%
	Hongrie	34%
	Pologne	34%
	Belgique	33%
	Grèce	33%
	Chypre*	33%
	Malte	33%
	Slovaquie	33%
	Luxembourg	29%
	République tchèque	29%
	Slovénie	28%
	Allemagne	21%
	Autriche	20%
	Portugal	19%

* CY(tcc) = 47%

Autres pays

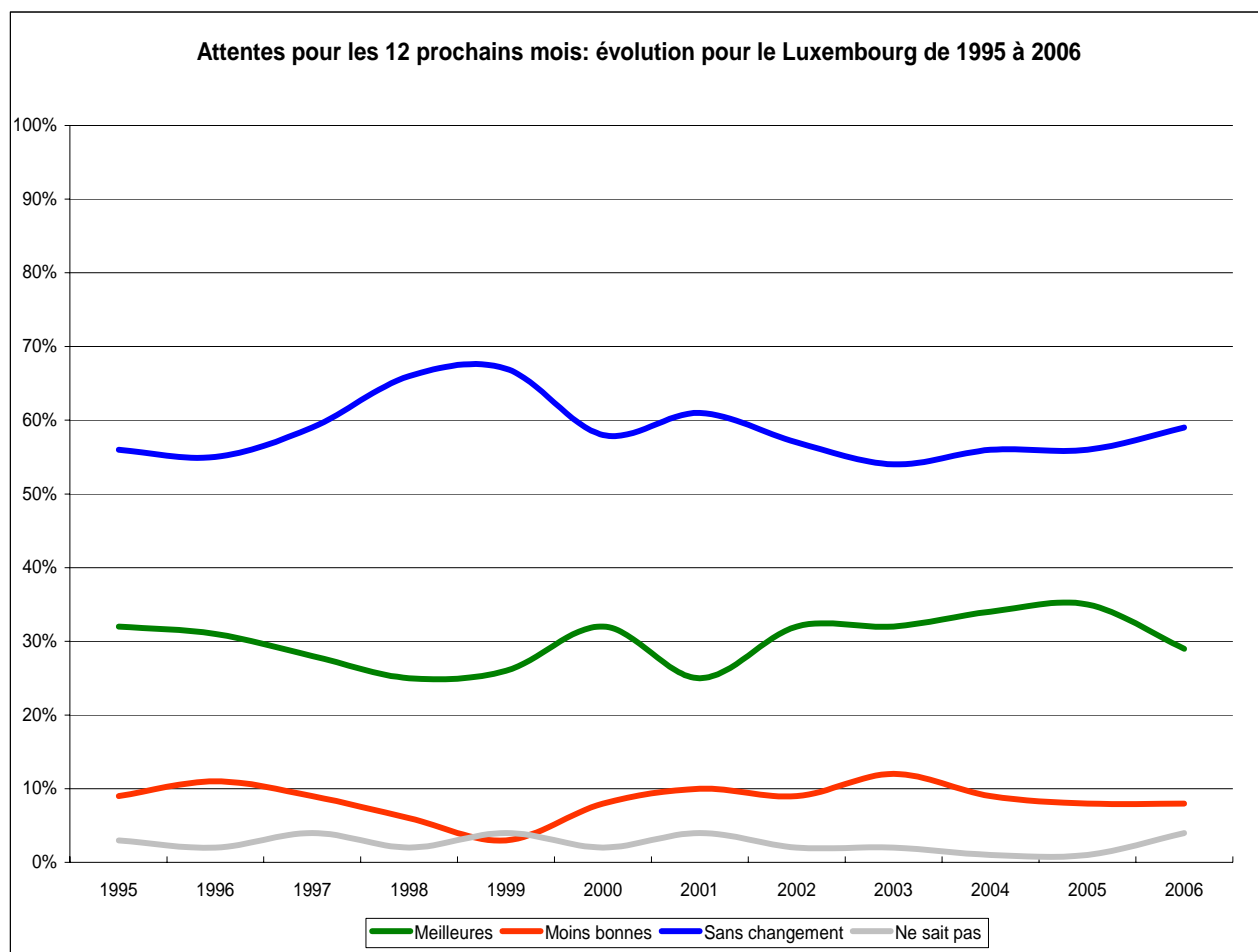
	Turquie	42%
	Roumanie	39%
	Croatie	33%
	Bulgarie	22%



Au Luxembourg, 29% des sondés (UE: 35%) pensent que leur vie s'améliorera au cours des 12 mois à venir, 8% (UE: 12%) s'attendent à une détérioration et 59% (UE: 51%) estiment qu'il n'y aura pas de changements.

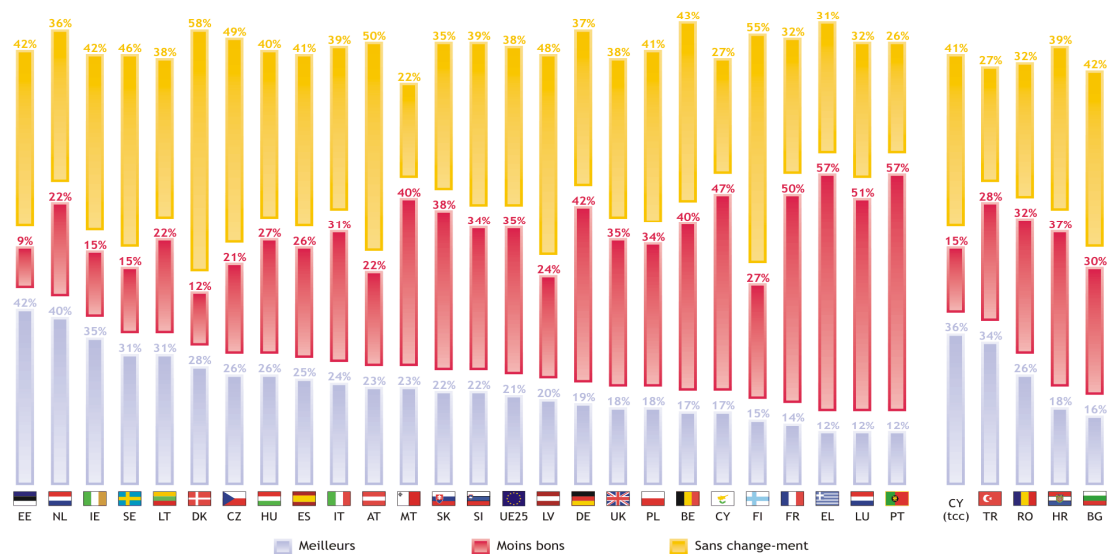
La carte de l'Europe est marquée pour cet indicateur par les scores particulièrement élevés dans deux pays scandinaves (Suède et Danemark) et les îles britanniques.

Nous observons, depuis le printemps 2005, au Luxembourg, une légère augmentation des opinions négatives qui montent de 5% à 8%, les valeurs observées au niveau de l'UE restant stables.



Question: QA4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

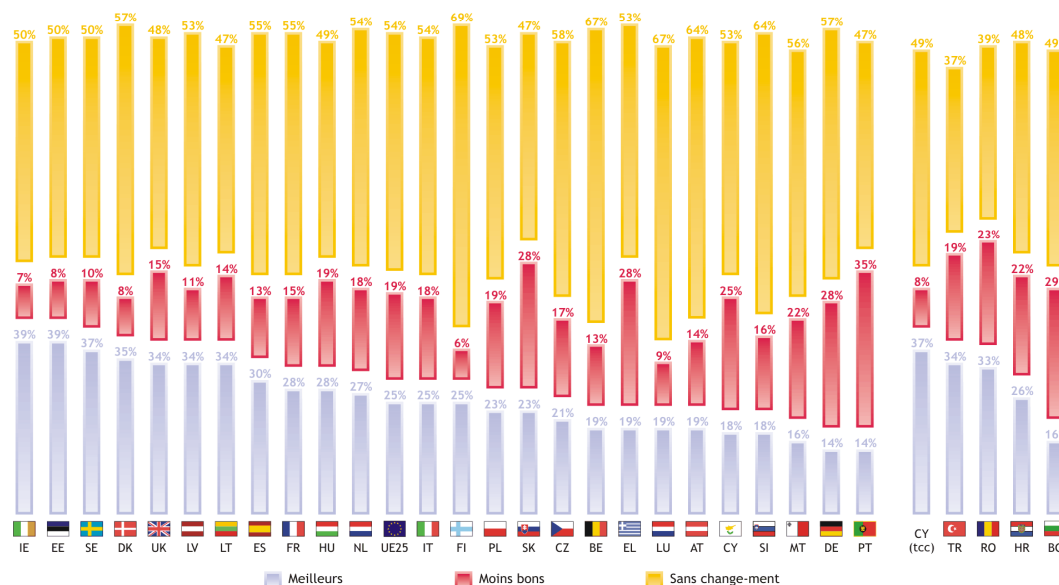
Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)



En ce qui concerne les attentes à l'égard de l'évolution de la situation économique des pays au cours des 12 prochains mois, le pessimisme est plus accentué, aussi bien au Luxembourg qu'en moyenne européenne. Ainsi, il n'y a que 12% des sondés au Luxembourg (UE: 21%) qui sont optimistes, 51% pessimistes (UE: 35%) quant à la situation économique future du Luxembourg. En 2005 les résultats luxembourgeois ont été très proches de la moyenne européenne, mais un an plus tard, au printemps 2006, le Luxembourg s'écarte de cette valeur ; en 2005 il y avait 18% d'optimistes et seulement 29% de pessimistes. Ces derniers sont dorénavant devenus majoritaires.

Question: QA4.3. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

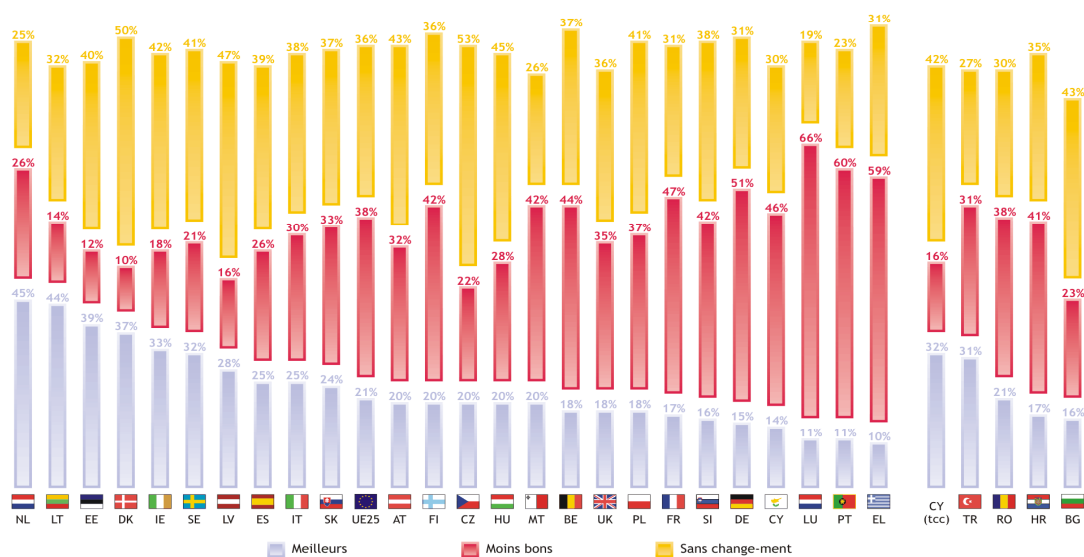
Possibilité: La situation financière de votre ménage



Quant à la situation financière de leur ménage, 19% (21% au printemps 2005) des sondés au Luxembourg se montrent optimistes (UE: 25%), contre 19% (7% en 2005) de pessimistes (UE: 19%). Toutefois plus de la majorité des personnes interrogées au Luxembourg (67%, UE: 54%) pense que la situation financière de leur ménage ne changera pas dans les prochains 12 mois.

Question: QA4.4. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

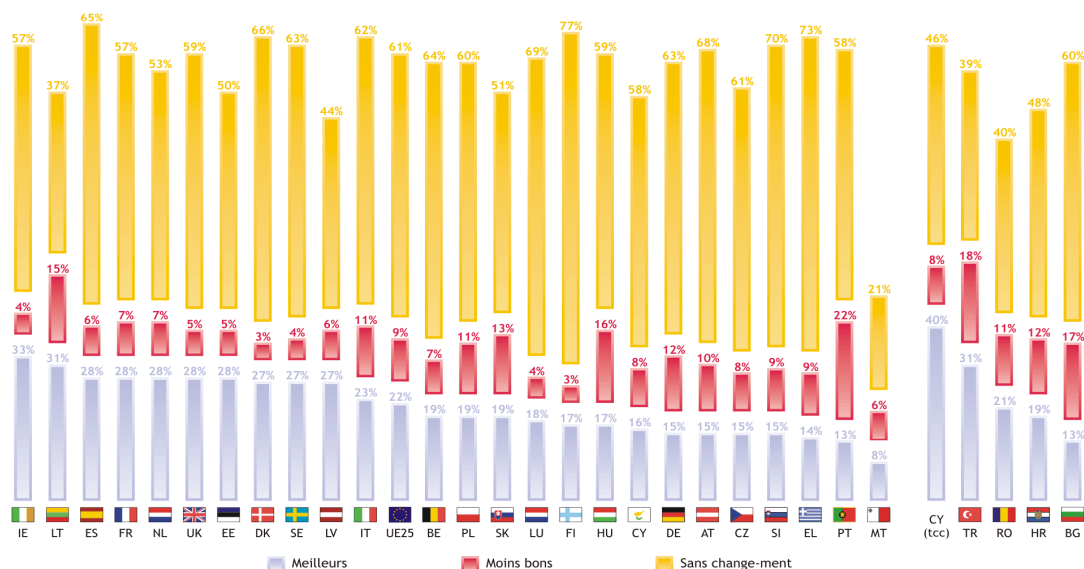
Possibilité: La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)



Quant à la situation du marché de travail, les sondés au Luxembourg manifestent un pessimisme prononcé. 66% (+ 11 points en 12 mois) des personnes interrogées (UE: 38%) pensent que la situation de l'emploi sera plus mauvaise dans 12 mois. Seulement 11% (UE: 18%) sont optimistes et s'attendent à une amélioration de la situation. Le taux de chômage au Luxembourg, bien que assez bas par rapport à la moyenne européenne, a été en forte croissance ces dernières années, évolution qui se répercute évidemment sur l'opinion publique. Au niveau européen, le pessimisme est le plus marqué au Luxembourg suivi par le Portugal (60%) et la Grèce (59%).

Question: QA4.5. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre situation professionnelle



Sur le plan professionnel personnel, la grande majorité des sondés au Luxembourg (69%, UE: 61%) ne s'attend pas à des changements. Dans cette situation où les trois quarts ne s'attendent à aucune évolution, les optimistes (18%) sont néanmoins bien plus nombreux que les pessimistes (4%) et même légèrement plus nombreux qu'au printemps 2005 (16%).



























I.3. L'évolution de la vie en général: vue sur les 5 dernières années et les 5 années à venir

Au Luxembourg, 43% (UE: 36%) des sondés estiment que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à celle d'il y a 5 ans. C'est surtout en Irlande, en Estonie, en Suède et au Danemark que les sondés déclarent que leur situation s'est améliorée par rapport à celle d'il y a cinq ans. Dans les pays voisins du Luxembourg, c'est-à-dire l'Allemagne (23%), la France (38%) et la Belgique (39%), l'appréciation des populations est bien plus négative quant à l'évolution de leur situation personnelle depuis cinq ans. Notons les grands écarts par pays qui existent au sein même de l'UE sur cette question : dans certains pays plus de 60% des personnes interrogées estiment que leur situation personnelle s'est améliorée et dans d'autres moins de 20% sont dans ce cas.

Question: QA5. Si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

Réponses: S'est améliorée

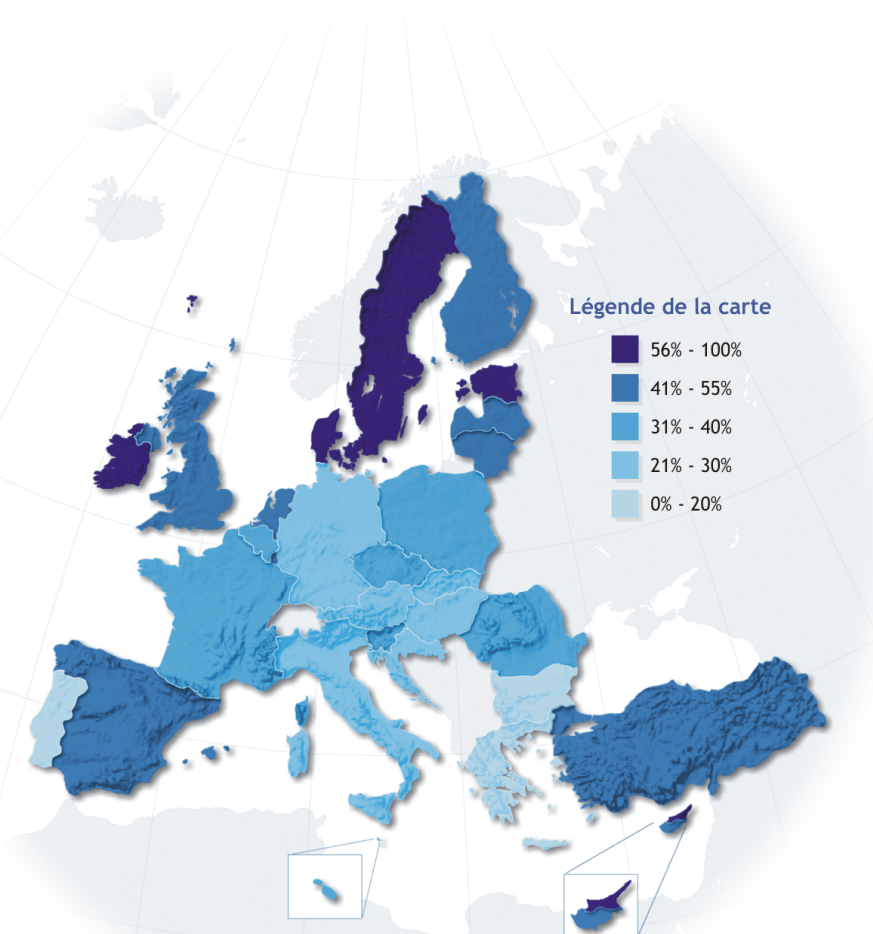
Résultats par pays

	Irlande	63%
	Estonie	62%
	Suède	60%
	Danemark	59%
	Royaume-Uni	53%
	Lettonie	53%
	Lituanie	51%
	Finlande	49%
	Pays-Bas	44%
	Luxembourg	43%
	Espagne	41%
	Chypre*	41%
	République tchèque	40%
	Belgique	39%
	France	38%
	European Union (xx) (25)	36%
	Malte	35%
	Pologne	32%
	Slovénie	31%
	Hongrie	30%
	Italie	29%
	Slovaquie	28%
	Autriche	27%
	Allemagne	23%
	Grèce	20%
	Portugal	14%

* CY(tcc) = 56%

Autres pays

	Turquie	41%
	Roumanie	35%
	Croatie	30%
	Bulgarie	11%





























Interrogées sur leurs attentes pour les cinq prochaines années, 39% des personnes interviewées (UE: 39%) pensent que leur situation personnelle s'améliorera. Notons que ce sont les citoyens des pays qui se retrouvent dans un contexte socioéconomique plutôt difficile (Estonie, Portugal) et ceux qui au contraire connaissent une bonne situation économique (Irlande, Suède) qui s'attendent à une amélioration de leur situation d'ici 5 ans.

Question: QA6. Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?

Réponses: S'améliore

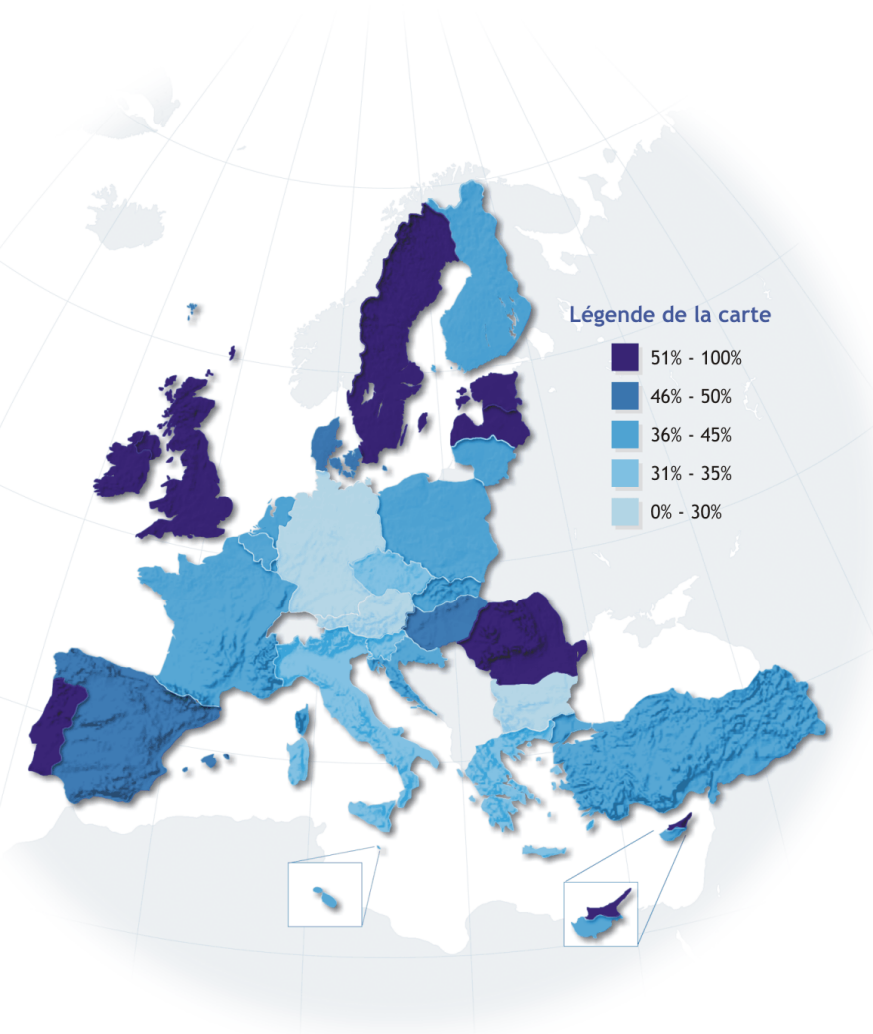
Résultats par pays

	Irlande	54%
	Estonie	53%
	Suède	52%
	Portugal	51%
	Royaume-Uni	51%
	Lettonie	51%
	Danemark	49%
	Espagne	47%
	Hongrie	47%
	Malte	45%
	Lituanie	44%
	France	43%
	Finlande	43%
	Pays-Bas	41%
	Slovaquie	41%
	Belgique	40%
	European Union (xx) (25)	39%
	Luxembourg	39%
	Chypre*	39%
	Pologne	39%
	Italie	35%
	République tchèque	34%
	Slovénie	34%
	Grèce	31%
	Autriche	27%
	Allemagne	25%

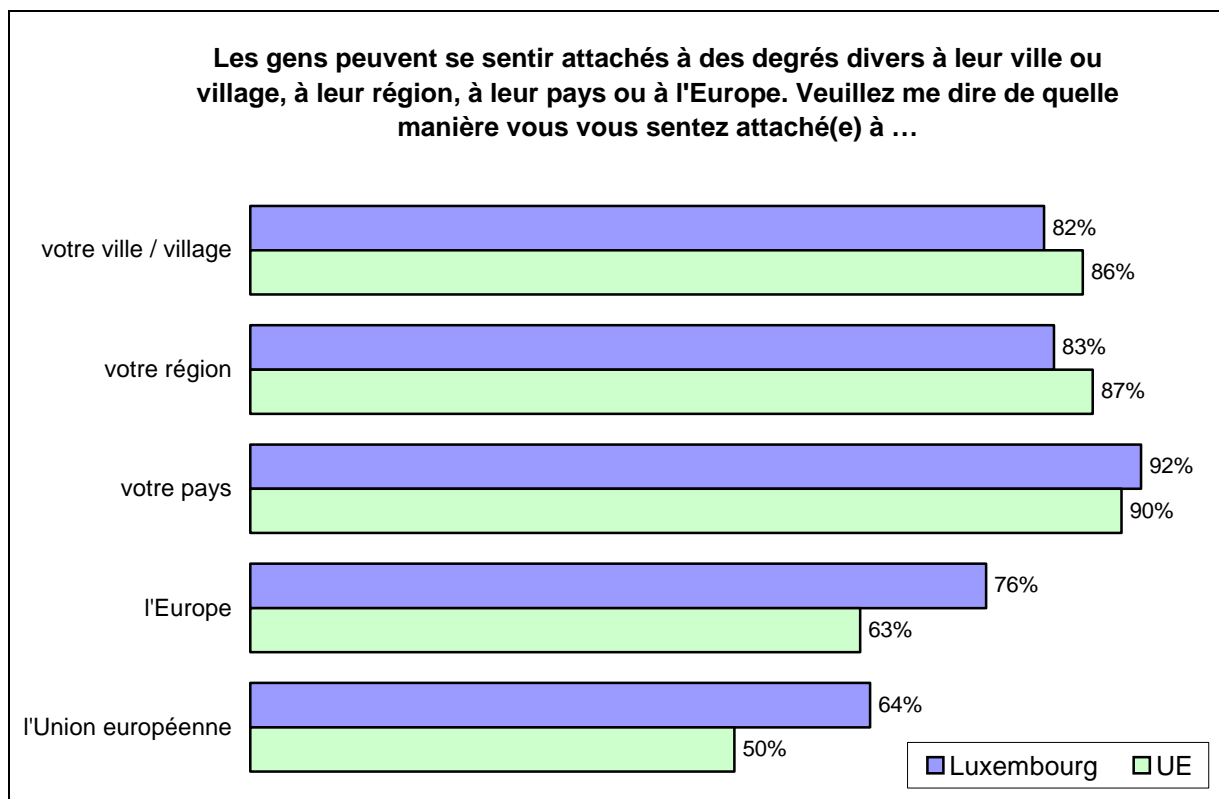
* CY(tcc) = 55%

Autres pays

	Roumanie	52%
	Croatie	39%
	Turquie	39%
	Bulgarie	28%



I.4. L'attachement des citoyens à leur ville / village, leur région, leur pays, l'Europe et à l'UE



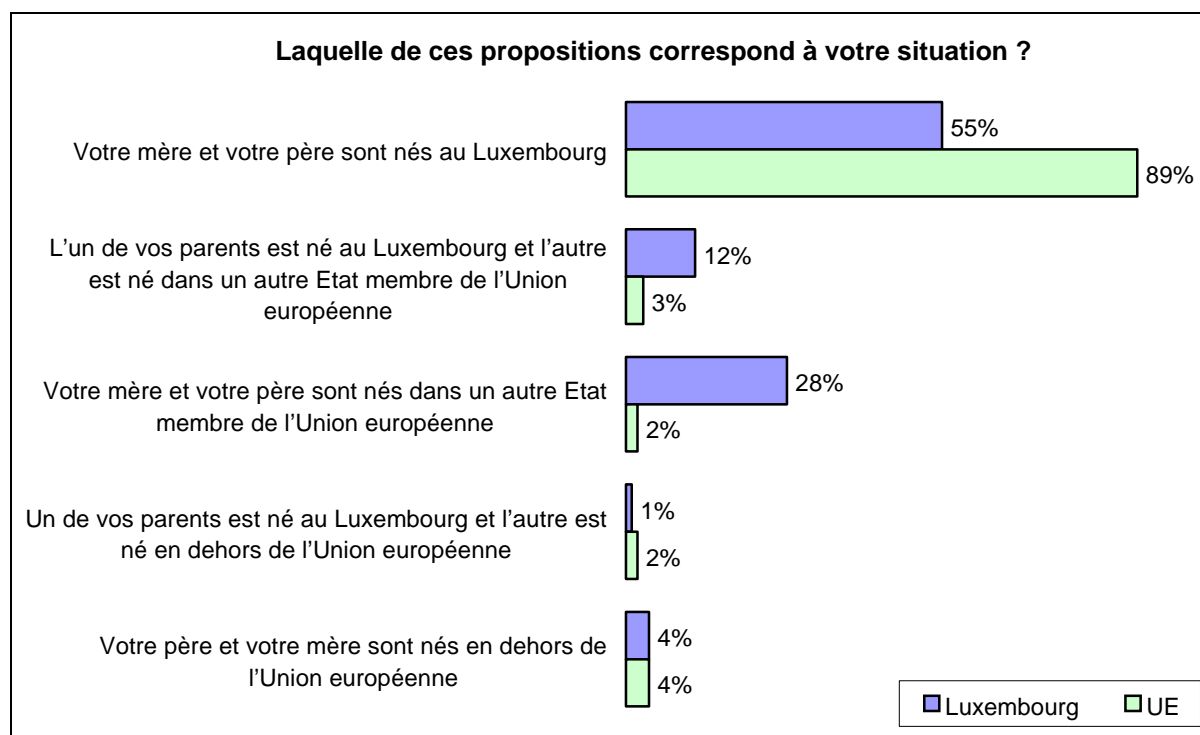
Les personnes interrogées et résidentes dans un des pays de l'Union européenne se sentent avant tout attachées à leur pays de résidence (LU 92% ; UE 90%), ils se considèrent en premier lieu citoyens de leur pays. Au Luxembourg, ce taux est de 94% pour les personnes nées au Luxembourg et de 87% pour les personnes nées dans un pays étranger. Remarquons la proximité du résultat national par rapport au résultat global de l'UE, proximité vérifiée également pour l'attachement à sa région (LU 83% ; UE 87%) et à sa localité d'habitation (LU 82% ; UE 86%) ; Que l'attachement au pays soit relativement plus important au Grand-Duché est probablement dû à la petite taille de celui-ci.

Le Luxembourg se distingue quand même plus significativement de l'UE dans son ensemble par un attachement bien plus important à l'Europe (LU 76% ; UE 63%) et à l'Union européenne (LU 64% ; UE 50%). Au niveau de l'attachement à l'Europe, le Luxembourg se situe à la quatrième place derrière la Hongrie 84%, la Pologne 84% et la Suède 77%. Ce classement est quelque peu bouleversé si on le compare avec celui de l'attachement à l'Union européenne où l'Italie et le Luxembourg sont ex-aequo en tête avec 64%, devant la Hongrie 63%, la Belgique et la Pologne ex-aequo avec 61%.

L'attachement à l'Union européenne, sensiblement plus bas qu'à l'Europe en tant que telle, évolue au Luxembourg en fonction de l'âge : de 46% pour les jeunes de moins de 25 ans à 78% pour les 55 ans et plus ; Il existe également un lien significatif en fonction de l'âge de fin d'études où l'attachement passe de 58% chez les personnes au faible niveau d'instruction à 70% pour les personnes ayant fait des études prolongées.

Les élèves / étudiants actuels ont un niveau d'attachement à l'Europe de 83% et de seulement 53% à l'Union européenne ; Ce segment de la population se distingue ainsi par un écart très important de 30 points entre leur attachement à l'Europe et à l'UE.

I.5. L'enracinement national des citoyens dans leur pays de résidence

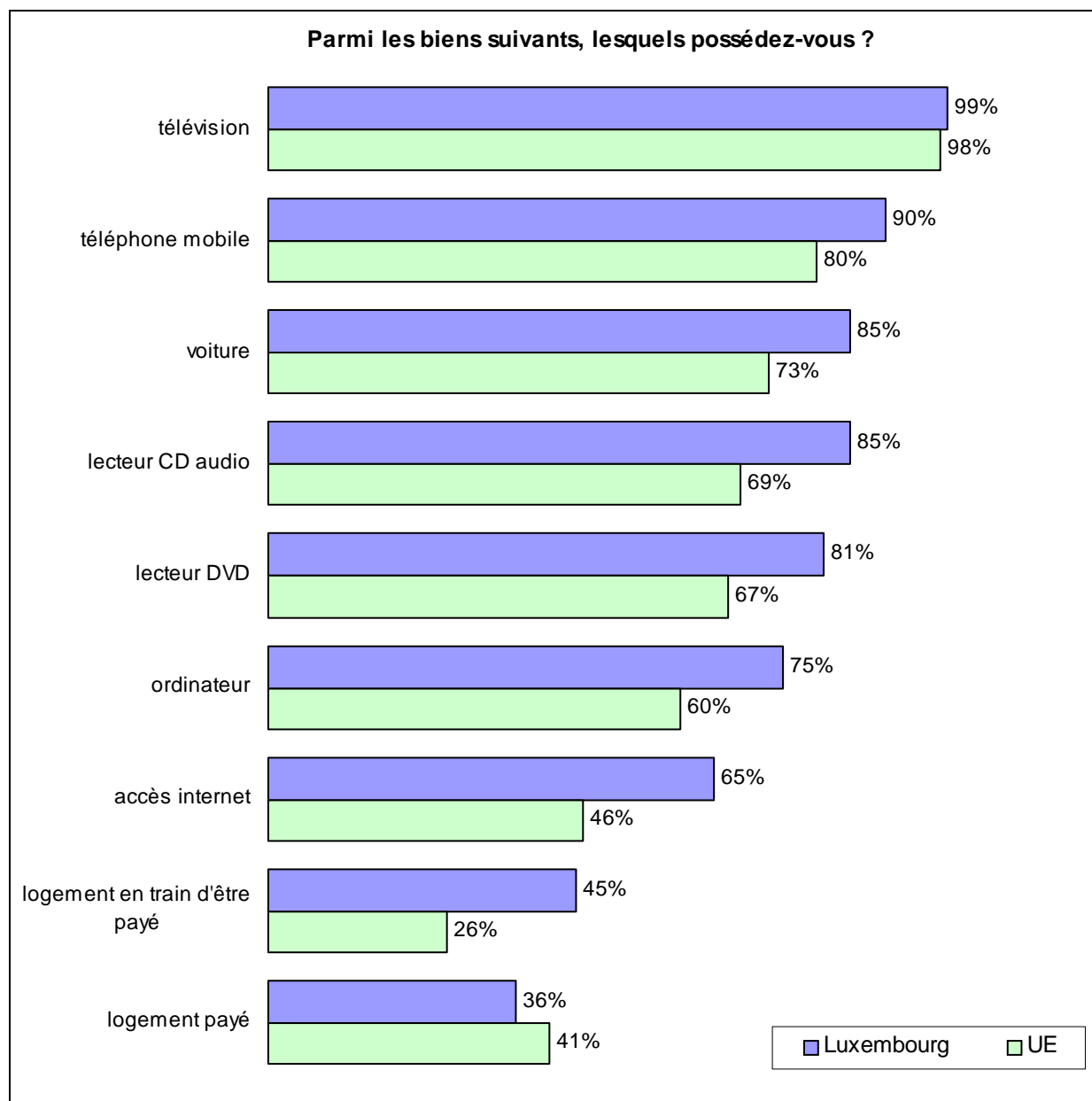


Le graphique ci-dessus révèle une particularité du Luxembourg ; il n'y a que 55% des parents des personnes interrogées qui sont tous les deux nés au Luxembourg; en d'autres mots un peu moins de la moitié de la population a un ou au moins un de ses parents nés dans un pays étranger, essentiellement des Etats membres de l'Union européenne. La différence avec l'ensemble de l'UE est très importante où on observe qu'une personne sur dix seulement a un de ses parents né dans un autre pays que celui où il réside actuellement.

Le Statec, office luxembourgeois de statistiques, indique que 39,6% de la population résidente au Luxembourg est de nationalité étrangère au 1^{er} janvier 2006.

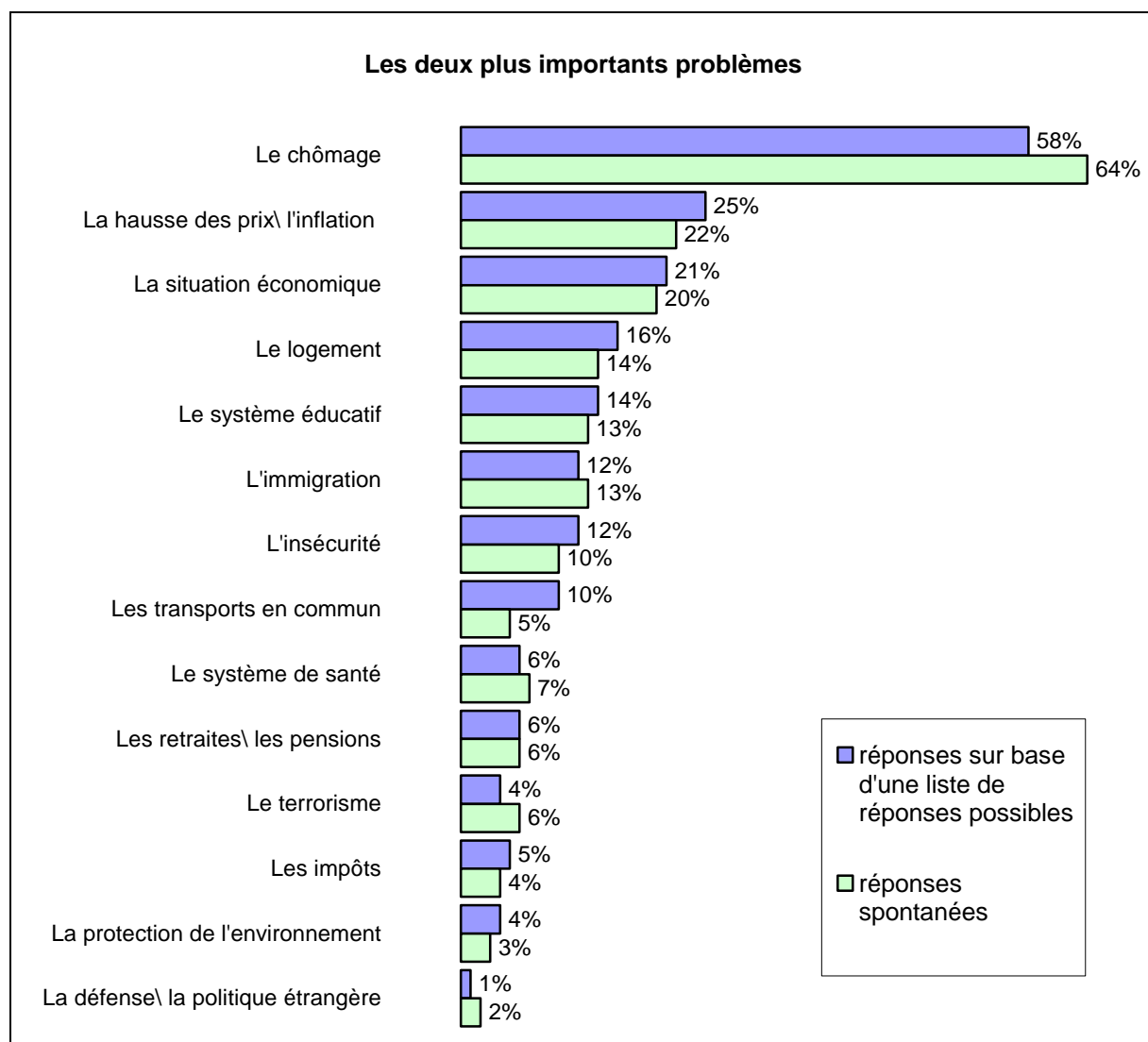
Chez les jeunes de moins de 25 ans, la proportion de personnes dont les deux parents sont nés au Luxembourg n'est que de 41%; chez les 25 à 39 ans elle est de 46%; chez les 40 à 54 ans elle est de 54% et de 72% chez les 55 ans et plus. Ces chiffres illustrent parfaitement que l'immigration est une constante de l'histoire grand-ducale au cours du 20^{ème} siècle, processus continu jusqu'à l'heure actuelle.

I.6. L'équipement des ménages



Le téléviseur fait partie maintenant de l'équipement standard de tous les ménages de l'Union européenne. Le Luxembourg connaît des taux d'équipement de ses ménages qui se situent au-dessus de la moyenne de l'Union européenne ; en regardant de près les nouvelles technologies de l'information, nous observons des écarts assez sensibles par rapport à la moyenne de l'UE : téléphone mobile 90% (UE : 80%), ordinateur 75% (UE : 60%) et accès internet 65% (UE : 46%).

I.7. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face

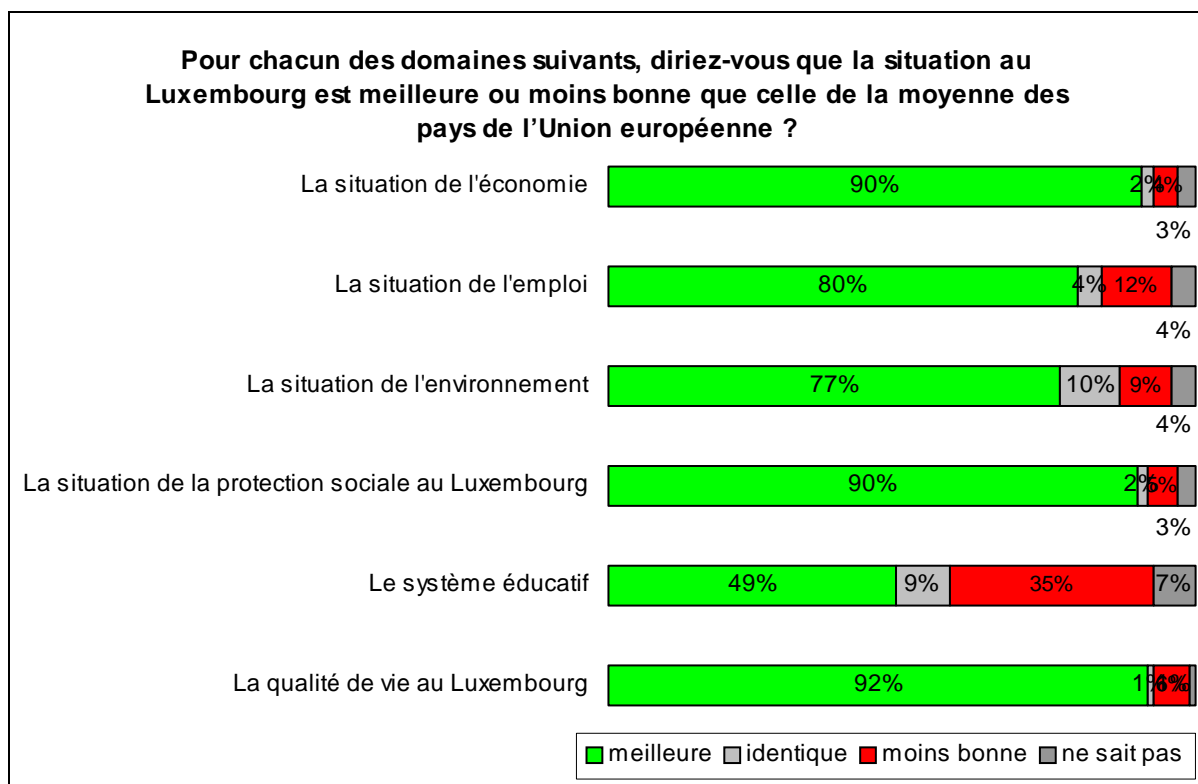
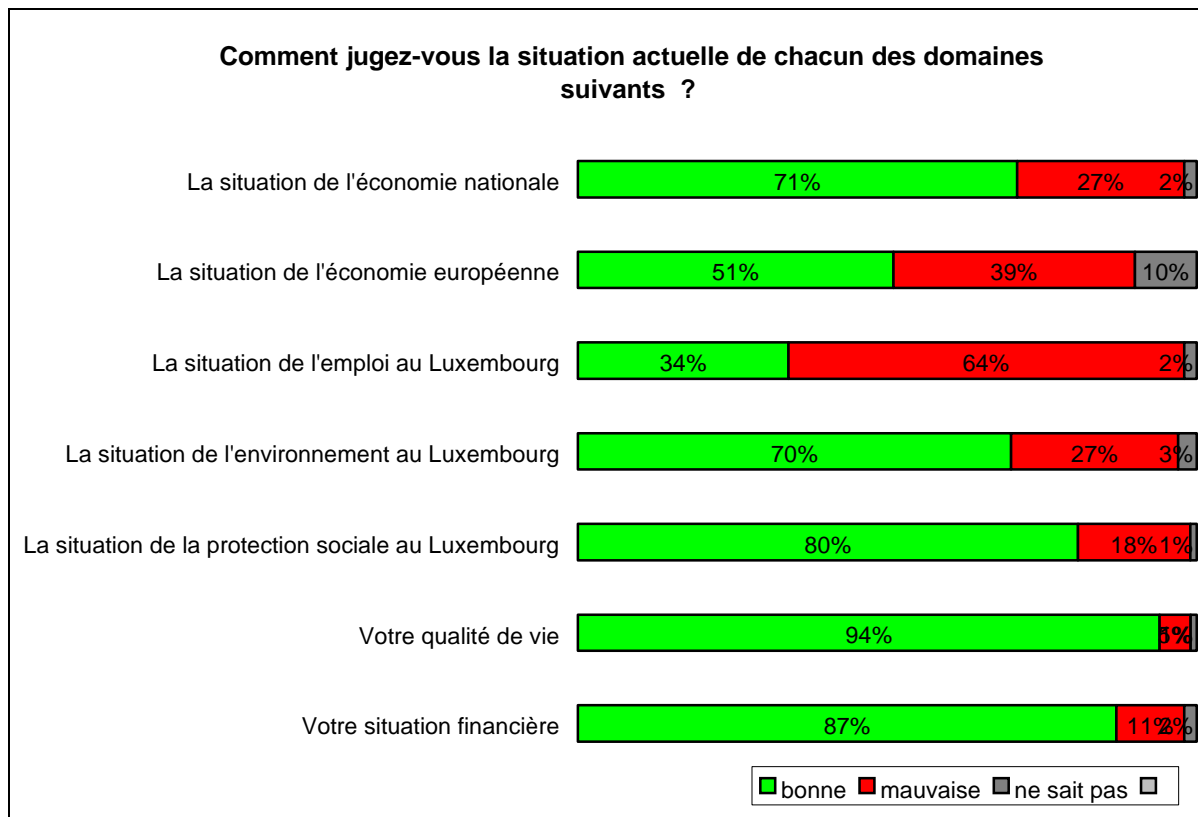


Bien que le taux de chômage au Luxembourg soit parmi les plus faibles, il constitue le problème qui focalise le plus l'opinion publique ; en effet, c'est sa progression continue depuis plus de 2 ans qui inquiète la population, régulièrement alarmée par des nouvelles de fermeture d'usine ou de licenciements collectifs. Avec un écart significatif de plus de 30 points en moins, nous trouvons à la deuxième place l'inflation qui atteint au printemps 2006 un niveau très élevé dépassant les 3%, valeur supérieure à la moyenne de l'UE ; juste derrière est classée la situation économique générale comme troisième problème le plus important auquel le Luxembourg est confronté.

Les autres questions qui préoccupent les citoyens au Luxembourg au printemps 2006 sont dans l'ordre : le logement 16%, le système éducatif 14%, l'immigration 12%, l'insécurité 12% et les transports en commun 10%.

Notons que les résultats obtenus sont similaires selon que l'on soumet une liste de réponses possibles ou que la personne interrogée répond spontanément.

I.8. Perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines



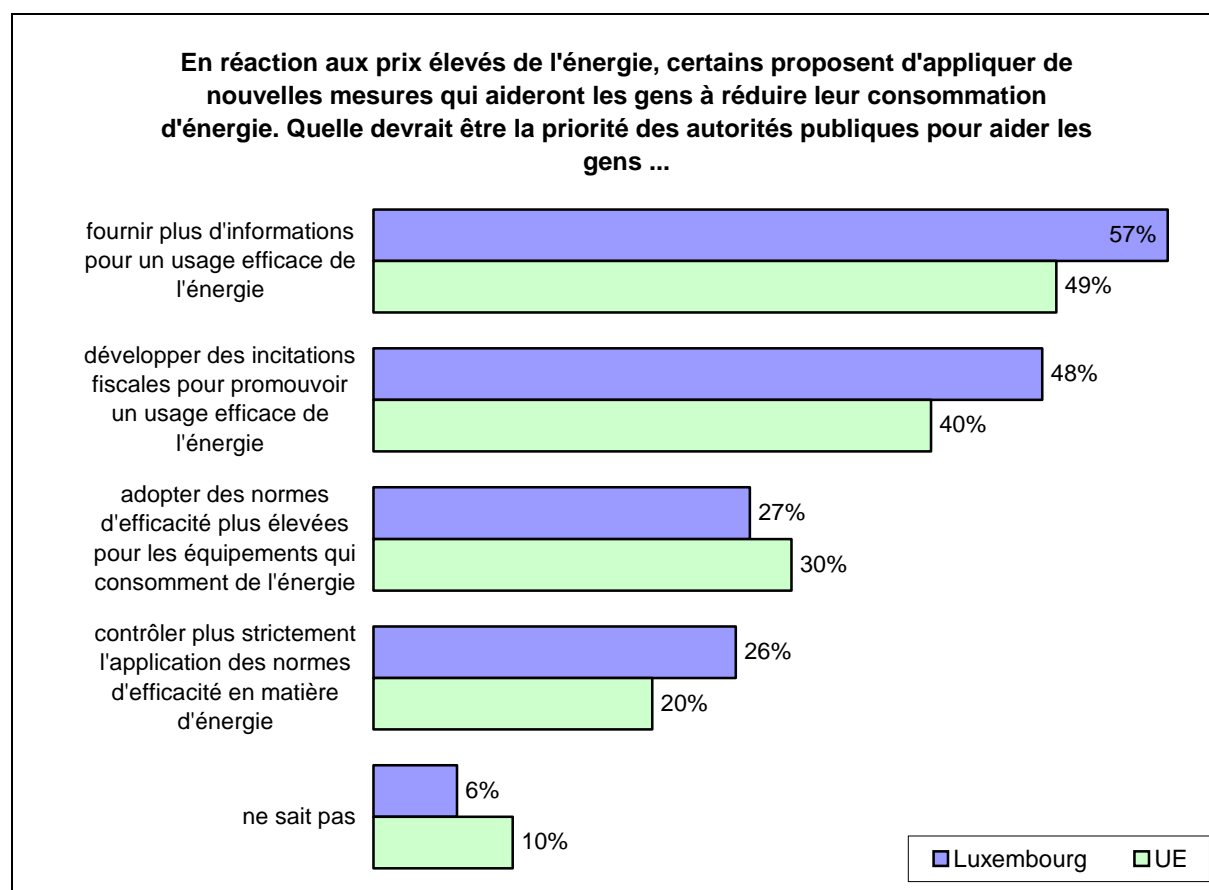
Comme déjà analysé plus haut, ces graphiques montrent que c'est la situation de l'emploi - le chômage - qui préoccupe le plus la population. Si la situation économique nationale préoccupe plus d'un habitant sur quatre, celle de l'Europe inquiète près de quatre habitants du Luxembourg sur dix.

Retenons encore que la situation de l'environnement au Luxembourg est source de soucis pour plus d'un quart de la population.

Malgré ces inquiétudes exprimées, les habitants du Luxembourg sont satisfaits de leur situation financière à 87% et de leur qualité de vie à 94%, scores particulièrement élevés si on les met en relation avec la perception plutôt pessimiste de la situation économique actuelle et future.

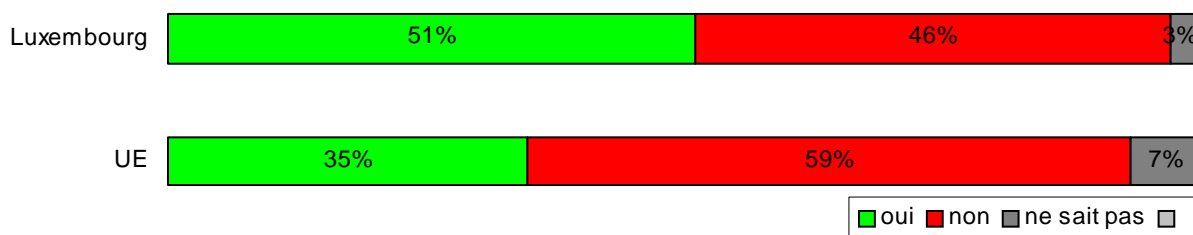
Par ailleurs les résidents du Luxembourg sont très largement d'avis pour tous les domaines analysés que la situation est meilleure au Luxembourg que dans l'ensemble de l'Union européenne, à l'exception peut-être du système éducatif pour lequel les avis sont partagés ; il y a donc une corrélation positive forte entre le niveau socioéconomique élevé du Luxembourg et l'appréciation de la situation par ses habitants.

I.9. L'énergie : disposition et conditions pour une réduction de la consommation



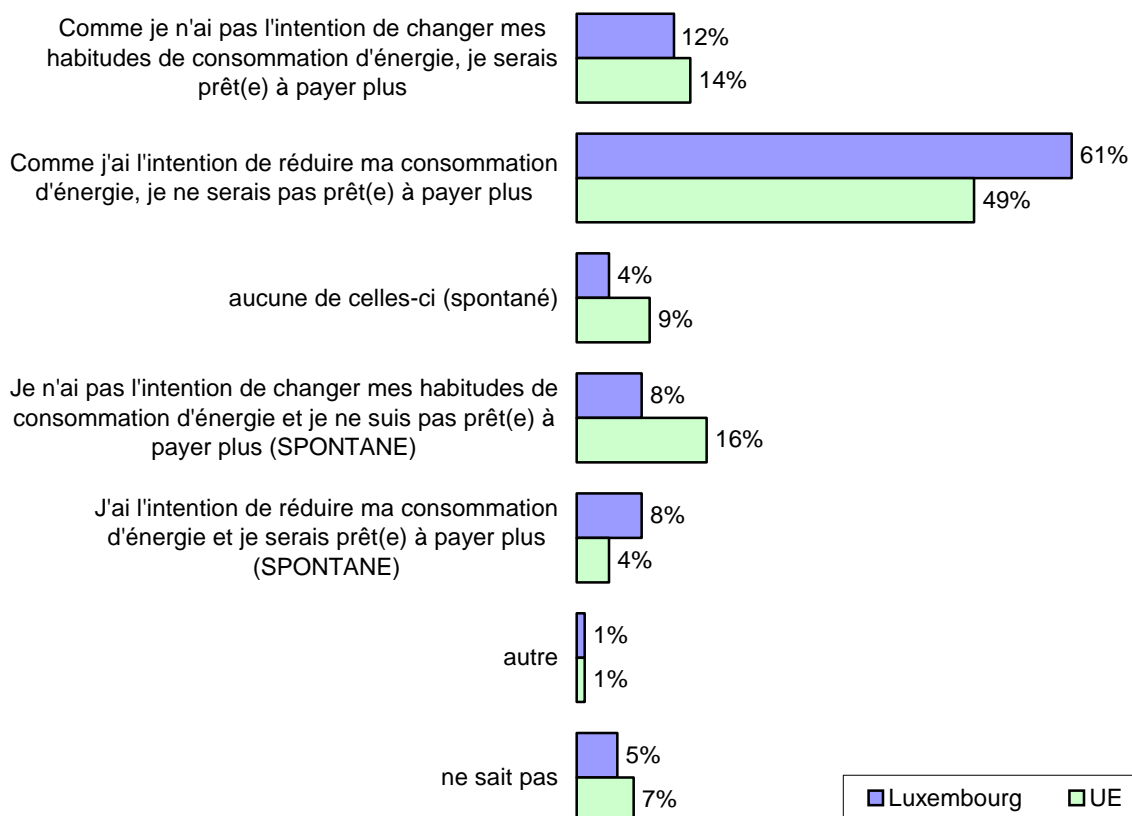
Face à l'évolution des problèmes liés à l'approvisionnement en énergie et à l'augmentation sensible des prix de celle-ci, les citoyens européens réclament un travail d'information conséquent aux autorités publiques ; informations à assortir de mesures d'incitations fiscales pour promouvoir un usage efficace de l'énergie. A un niveau bien plus faible sont revendiqués un renforcement des normes d'efficacité et du contrôle de celles-ci. Les résultats luxembourgeois suivent le même ordre de priorités que celles de l'UE dans son ensemble, mais ont en général des scores plus élevés.

Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour l'énergie produite par des sources d'énergie renouvelables que pour de l'énergie produite par d'autres sources ?

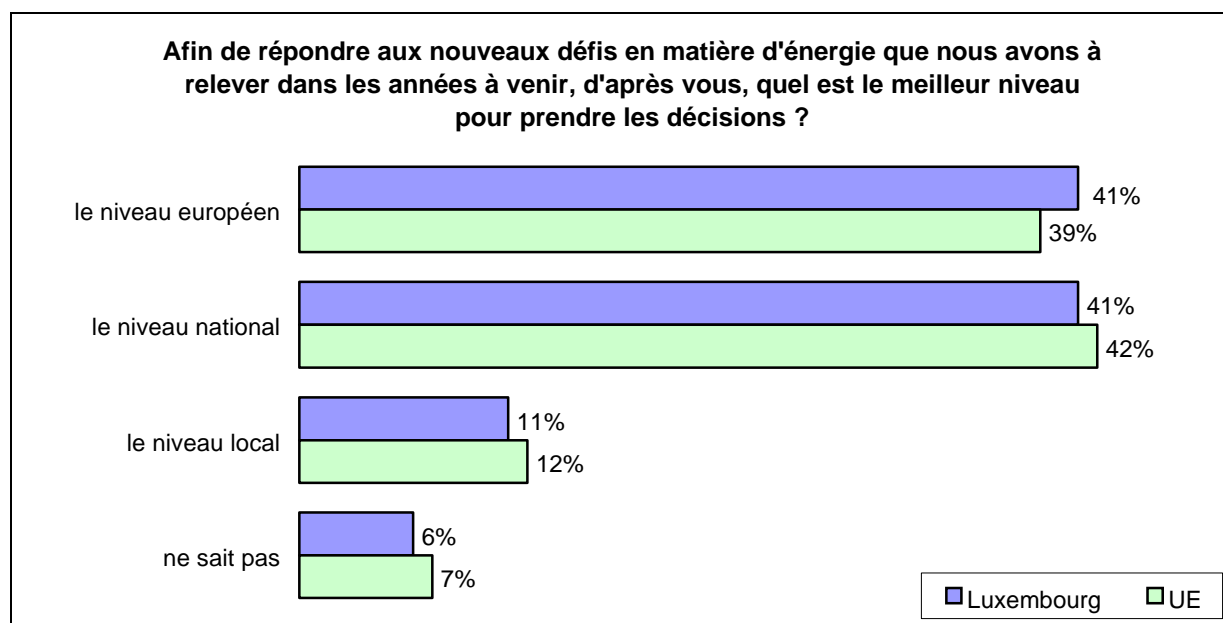


A la question générale de savoir si on était prêt à payer plus chère l'énergie produite à partir des sources d'énergie renouvelables, au Luxembourg une personne sur deux est disposée à le faire; au niveau de l'UE il n'y a qu'une personne sur trois dans ce cas. Le Luxembourg se classe à la deuxième place derrière le Danemark avec 52% et devant le Royaume Uni avec 48% et la Finlande 46% ; les scores obtenus dans les pays voisins du Luxembourg sont de 40% en Belgique et en France et seulement de 33% en Allemagne.

Comme vous le savez sans doute, nous devons relever de nouveaux défis en matière d'énergie qui pourraient demander certains efforts aux citoyens. Avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?



En posant le problème de manière différente sans évoquer les énergies renouvelables et en accentuant la réduction de la consommation, il y a 12% (UE : 14%) des répondants qui disent être disposés à payer davantage pour l'énergie consommée et qu'ils ne comptent pas réduire leur consommation. Dans ce cas de figure une majorité de 61% (UE : 49%) préfère réduire sa consommation plutôt que de payer plus chère l'énergie consommée. 8% (UE : 16%) ne veulent pas changer d'habitudes, ni au niveau de la consommation, ni au niveau de la facture à payer ; finalement 8% (UE 4%) de citoyens sont spontanément disposés à réduire leur consommation à l'avenir et à payer davantage.



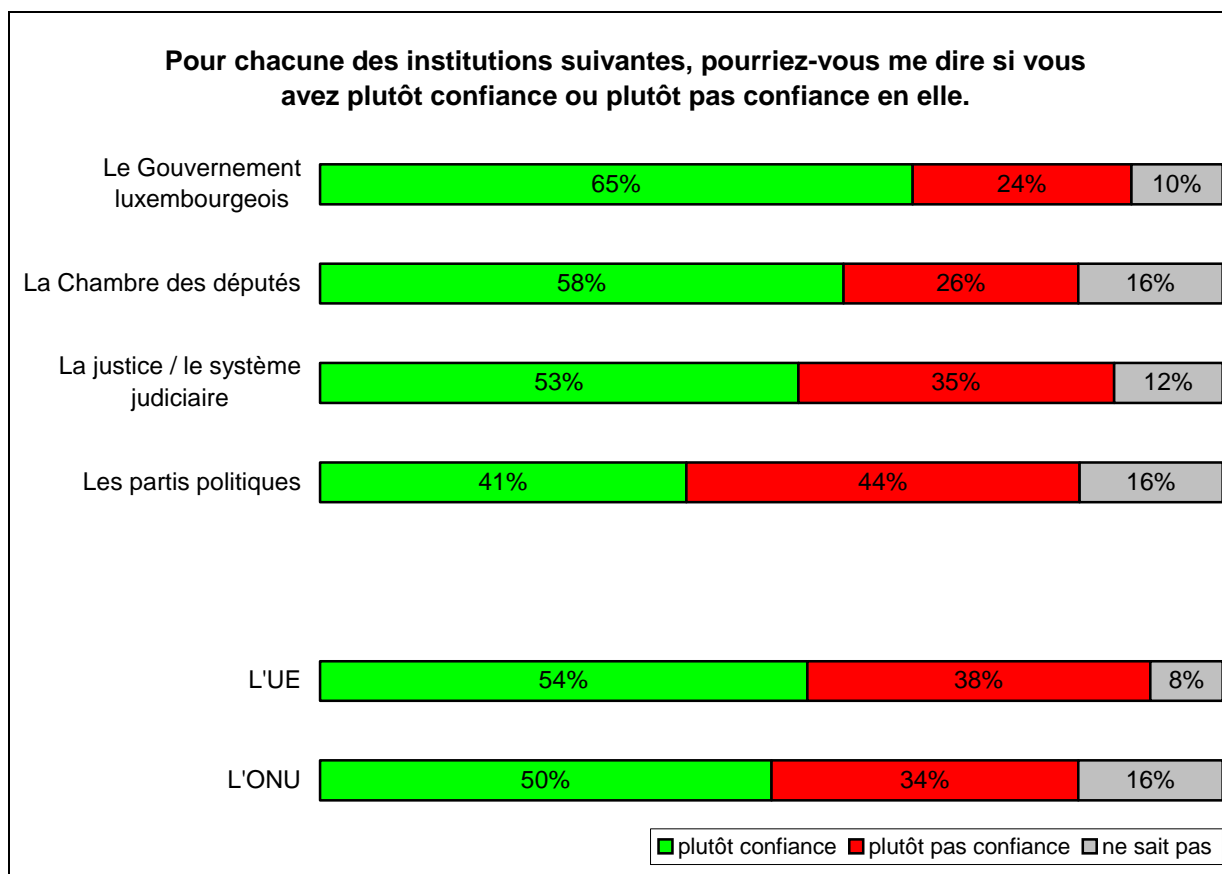
L'opinion publique luxembourgeoise et celle de l'Union européenne dans son ensemble est très partagée quant au niveau décisionnel le plus adéquat pour agir en matière d'énergie ; les niveaux européen et national se retrouvent en quasi égalité à près de 40%, le niveau local est lui, par contre, relégué loin derrière avec 11% à 12%.

Cependant la moyenne au niveau de l'Union cache une réalité très controversée. 55% des Italiens et des Néerlandais, 50% des Belges et 49% des Grecs se prononcent pour le niveau européen ; à l'inverse il n'y a que 24% des Suédois, 23% des Britanniques, 21% des Estoniens, 20% des Maltais et 15% des Finlandais qui seraient d'accord pour que les décisions en matière d'énergie soient prises au niveau européen ; dans tous ces pays une majorité de plus de 50% plaide pour une prise de décision au niveau national.

II. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne

La confiance envers les institutions luxembourgeoises et l'Union européenne va de pair. Généralement, on peut constater que les personnes qui font confiance aux institutions nationales tendent aussi à avoir plus de confiance envers l'Union européenne (et inversement).

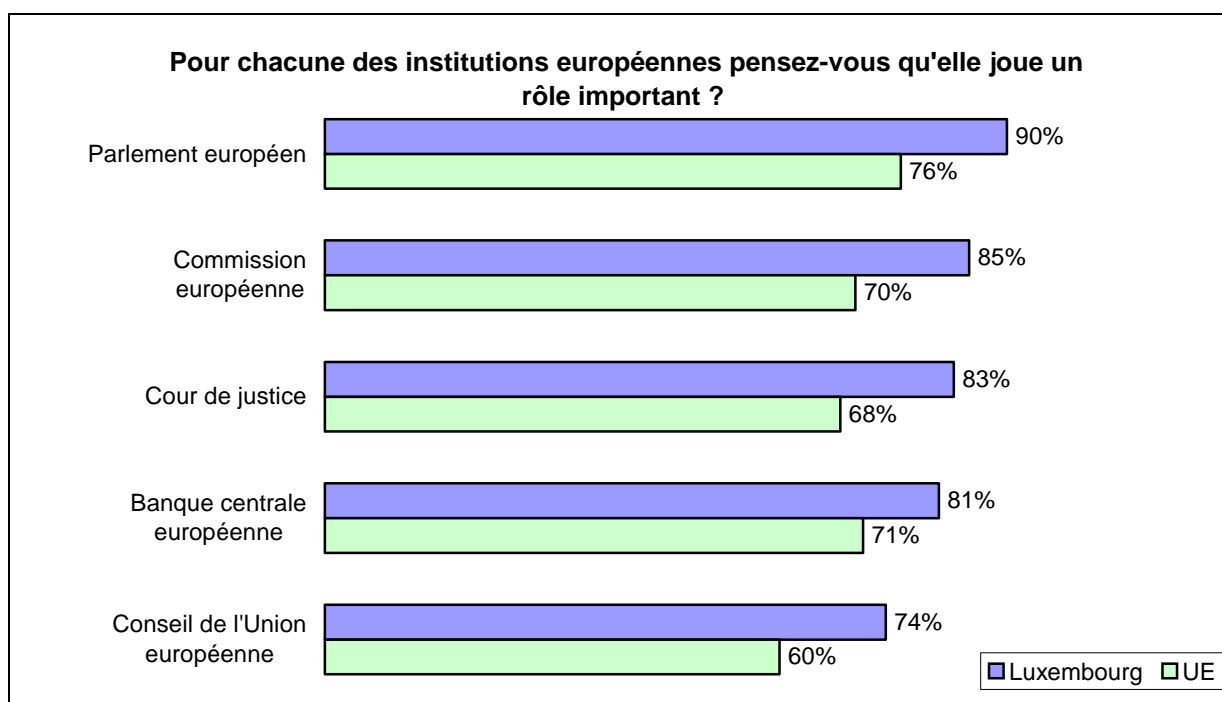
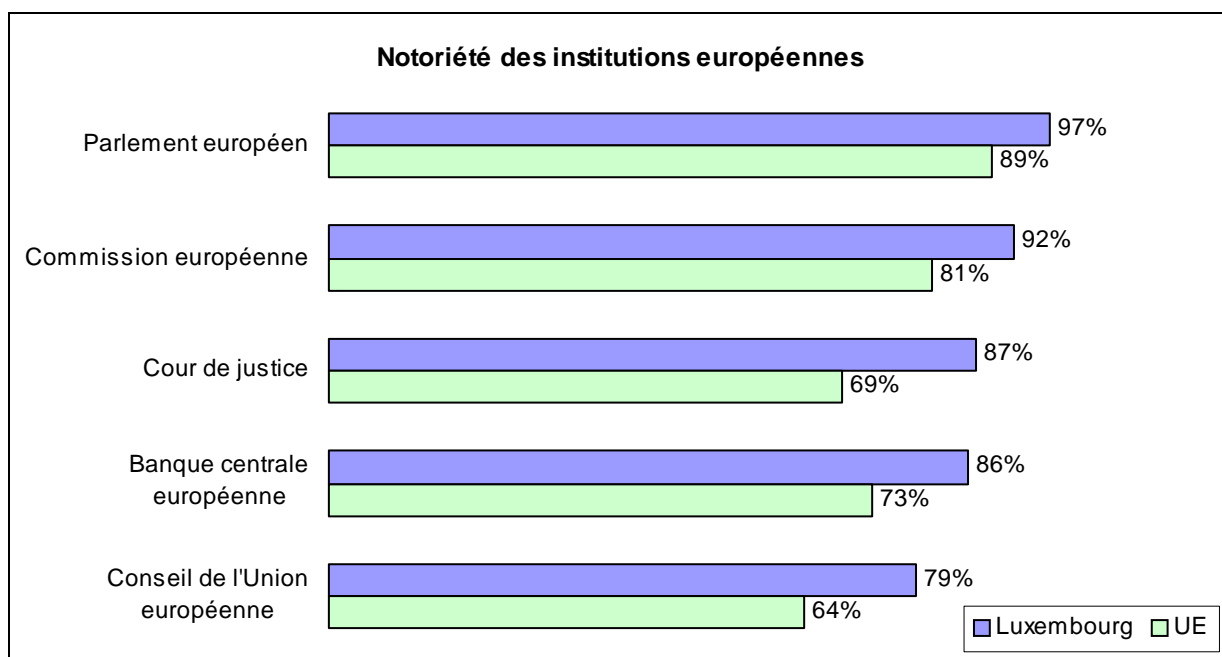
II.1. Les institutions nationales



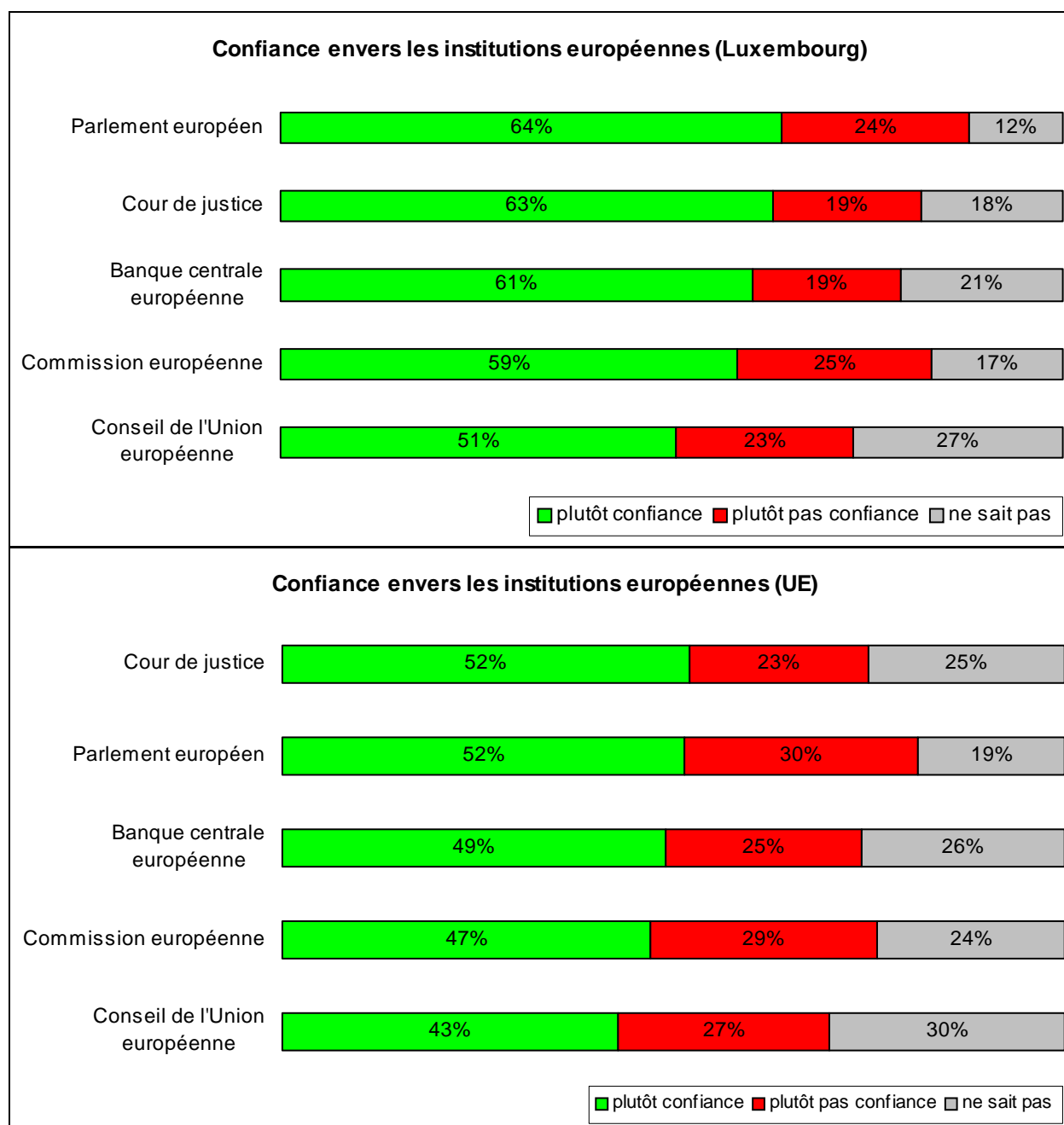
Les citoyens du Luxembourg accordent généralement une confiance bien plus grande à leurs institutions si on la compare à l'Union dans son ensemble. Le degré de confiance le plus important revient au Gouvernement avec 65% (UE : 35%), suivi de la Chambre des députés 58% (UE : 38%), du système judiciaire 53% (UE : 48%) et des partis politiques 41% (UE : 22%). Néanmoins nous observons un effritement de la confiance accordée aux institutions au Luxembourg depuis l'Eurobaromètre de printemps 2005: -3 points pour le Gouvernement, -6 points pour la Chambre des Députés, -12 points pour le système judiciaire et -5 points pour les partis politiques. Depuis le référendum sur le projet de traité pour une Constitution pour l'Europe du 10 juillet 2005 où le NON a recueilli près de 46% des voix, les institutions publiques doivent faire face à une perte de confiance auprès de certains segments de la population.

Les institutions internationales, l'Union européenne (LU : 54 % ; UE : 48%) et l'Organisation des Nations Unies (LU : 50 % ; UE : 54%), ne disposent de la confiance que d'une majorité limitée des populations, plus d'une personne sur trois ne leur faisant pas confiance.

II.2. Les institutions européennes



La notoriété des institutions européennes est quelque peu supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Au Luxembourg, la Parlement européen devance la Commission ; il faut relever que ces deux institutions sont de loin celles qui ont la notoriété la plus élevée avec des taux dépassant 80% au niveau de l'Union. La Cour de justice est bien davantage connue au Luxembourg qu'ailleurs étant donné que son siège est établi au Grand-Duché ; la Banque centrale européenne (BCE) bénéficie du même niveau de notoriété au Luxembourg, le Conseil de l'Union européenne se classant à la dernière place avec un écart sensible. Cour de justice, BCE et Conseil de l'Union sont bien plus mal connus si l'on considère l'UE dans son ensemble. L'importance des rôles joués accordée aux institutions européennes est à la mesure de leurs notoriétés respectives, avec des valeurs moins élevées de 1 point (Cour de justice) à 13 points (Parlement européen) au niveau de l'UE.

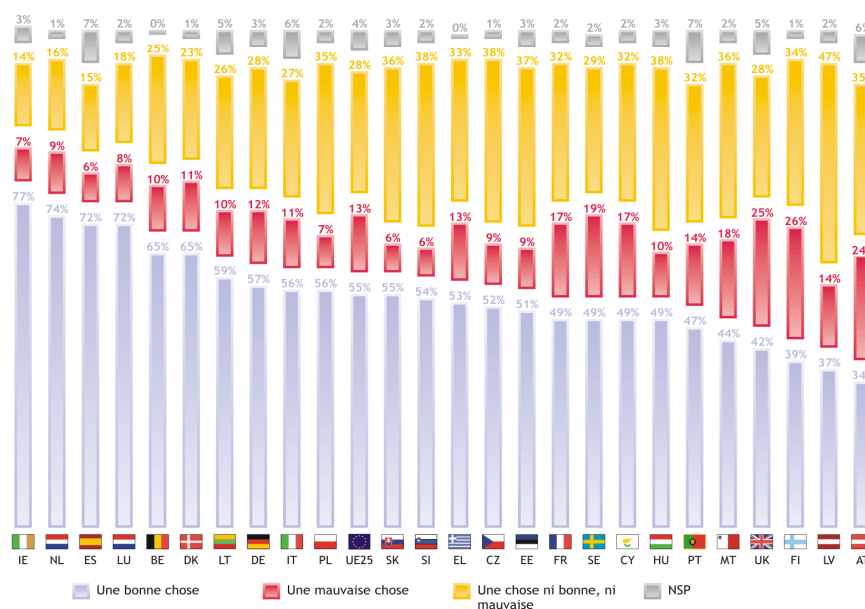


La confiance accordée aux institutions européennes est sensiblement supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Le taux des non-réponses est fonction de la notoriété inégale des différentes institutions. Au Luxembourg, toutes les institutions bénéficient de la confiance d'une majorité de plus de 50% de la population, ce qui n'est pas le cas au niveau de l'Union où seuls la Cour de justice et le Parlement européen bénéficient d'une majorité absolue. Le Parlement européen est l'institution la plus controversée : il obtient des scores élevés de confiance et de méfiance au Luxembourg et pour l'ensemble de l'UE. La méfiance, ou si l'on peut dire l'absence de confiance, est exprimée par 19% à 25% des interrogés au Luxembourg selon les institutions et par 23% à 30% des interrogés au niveau de l'Union.

Notons de manière générale que pour la deuxième année consécutive nous observons une baisse de la confiance envers les institutions européennes au niveau luxembourgeois ; il s'agit d'une érosion lente, mais constante de 1 à 5 points par an et selon l'institution. A l'inverse, au niveau européen nous observons, après une année de baisse, une hausse de la confiance de 1 à 5 points selon l'institution.

II.3. Le sentiment d'appartenance

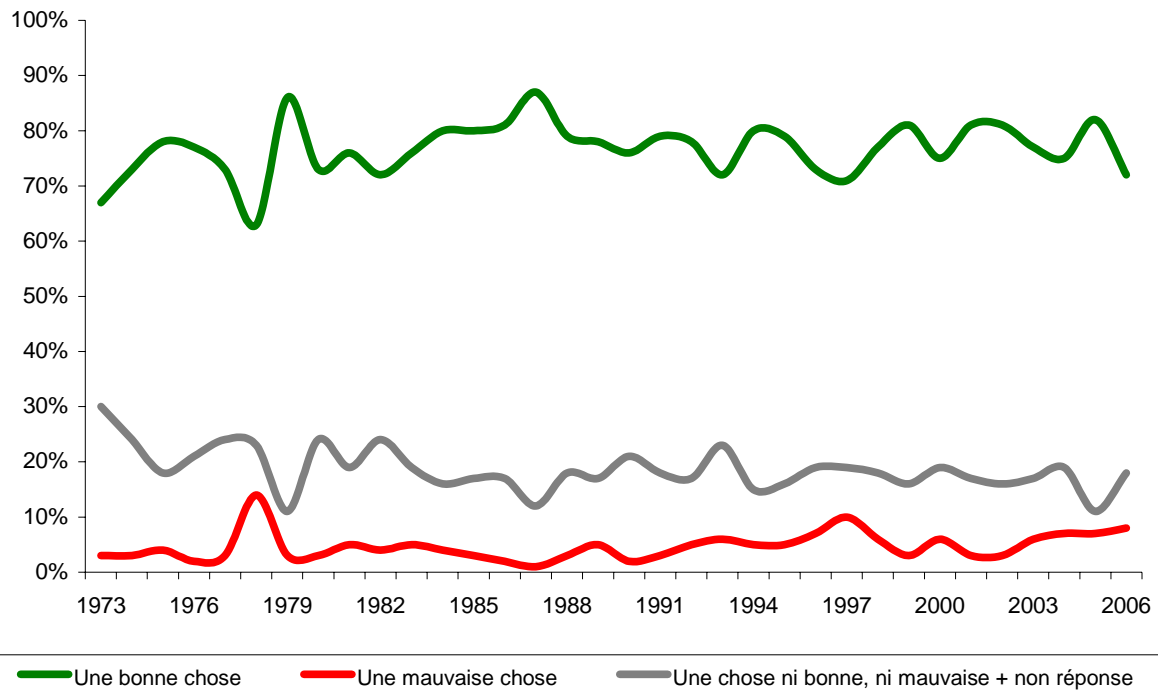
Question: QA11a. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?



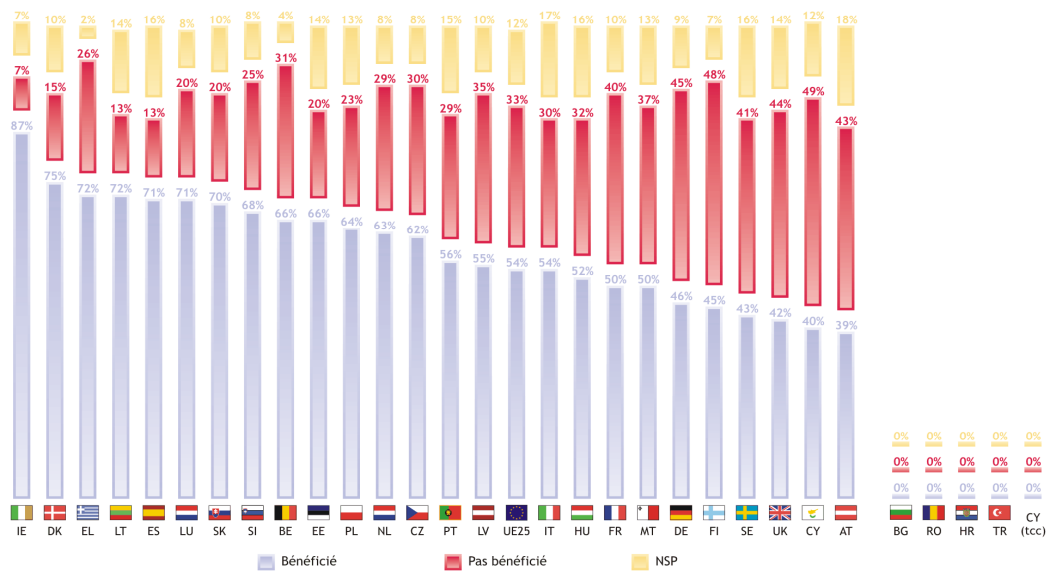
Au Luxembourg, 72% des sondés déclarent que l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne est une bonne chose (UE: 55%). Ce taux a diminué de 8 points par rapport au dernier Eurobaromètre de printemps 2005, le Luxembourg n'occupant plus que la quatrième place du classement alors qu'il était encore tête de liste douze mois plus tôt.

Ce sont les Italiens (77%) qui précèdent désormais les Néerlandais (74%) et les Espagnols (72%) au même niveau que les Luxembourgeois chez qui les opinions négatives sont plus importantes, les Belges étant ex-æquo avec les Danois (65%). A l'inverse, les plus défavorables sont les Finlandais (26%), les Britanniques (25%) et les Autrichiens (24%) .

Jugement de l'adhésion à l'UE: évolution au Luxembourg de 1973 à 2005

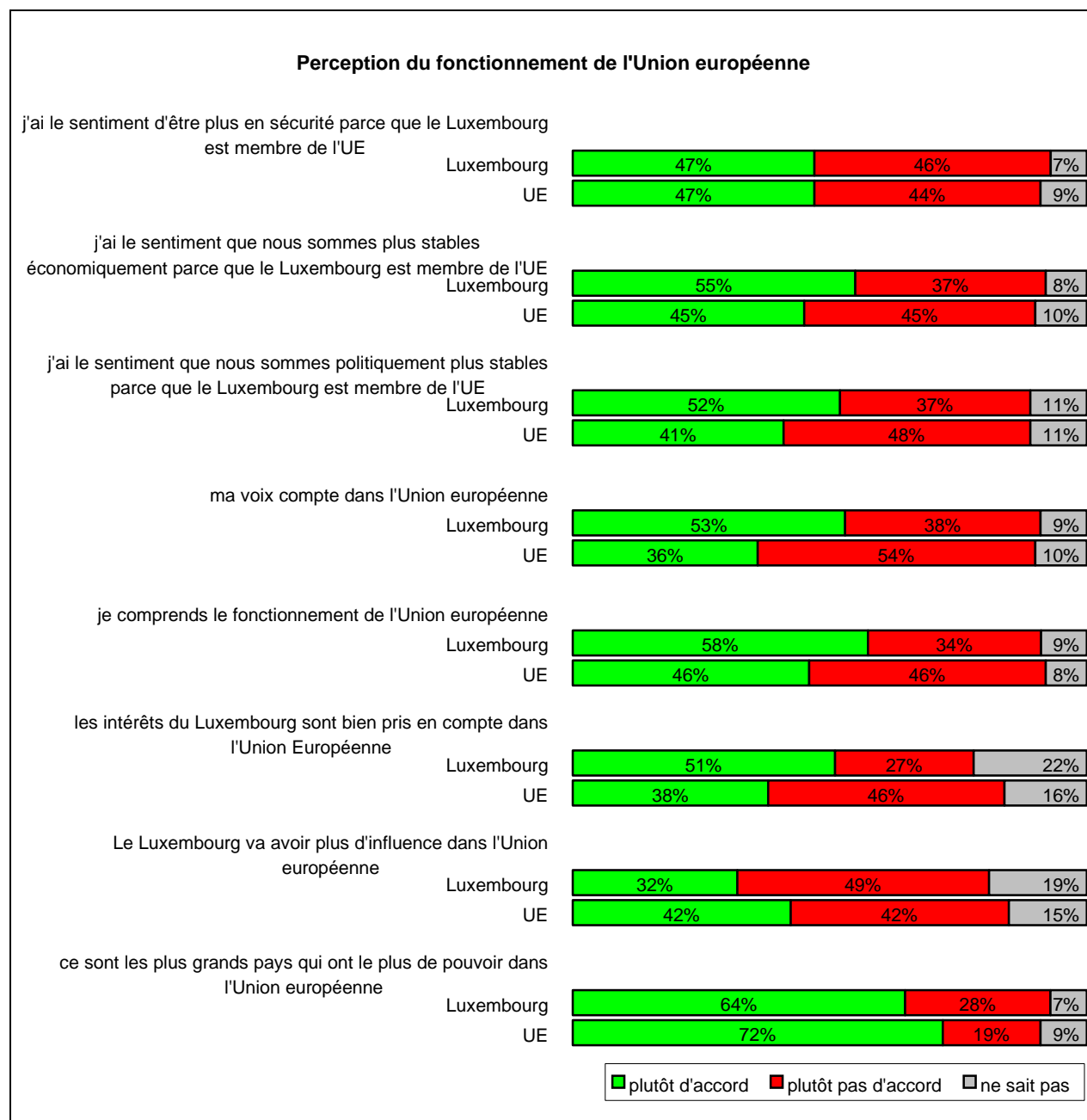


Question: QA12a. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?



En corollaire à la question précédente, presque trois quarts des personnes interrogées au Luxembourg (71%) estiment que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (UE: 54%). Avec ce taux, le Luxembourg se situe seulement à la sixième place derrière l'Italie (87%), le Danemark (75%), la Grèce (72%), la Lettonie (72%) et l'Espagne (71%). Si le Luxembourg obtient le même score de réponses positives que l'Espagne, 20% des sondés au Luxembourg émettent une opinion négative alors qu'en Espagne on relève seulement 13% de réponses défavorables.

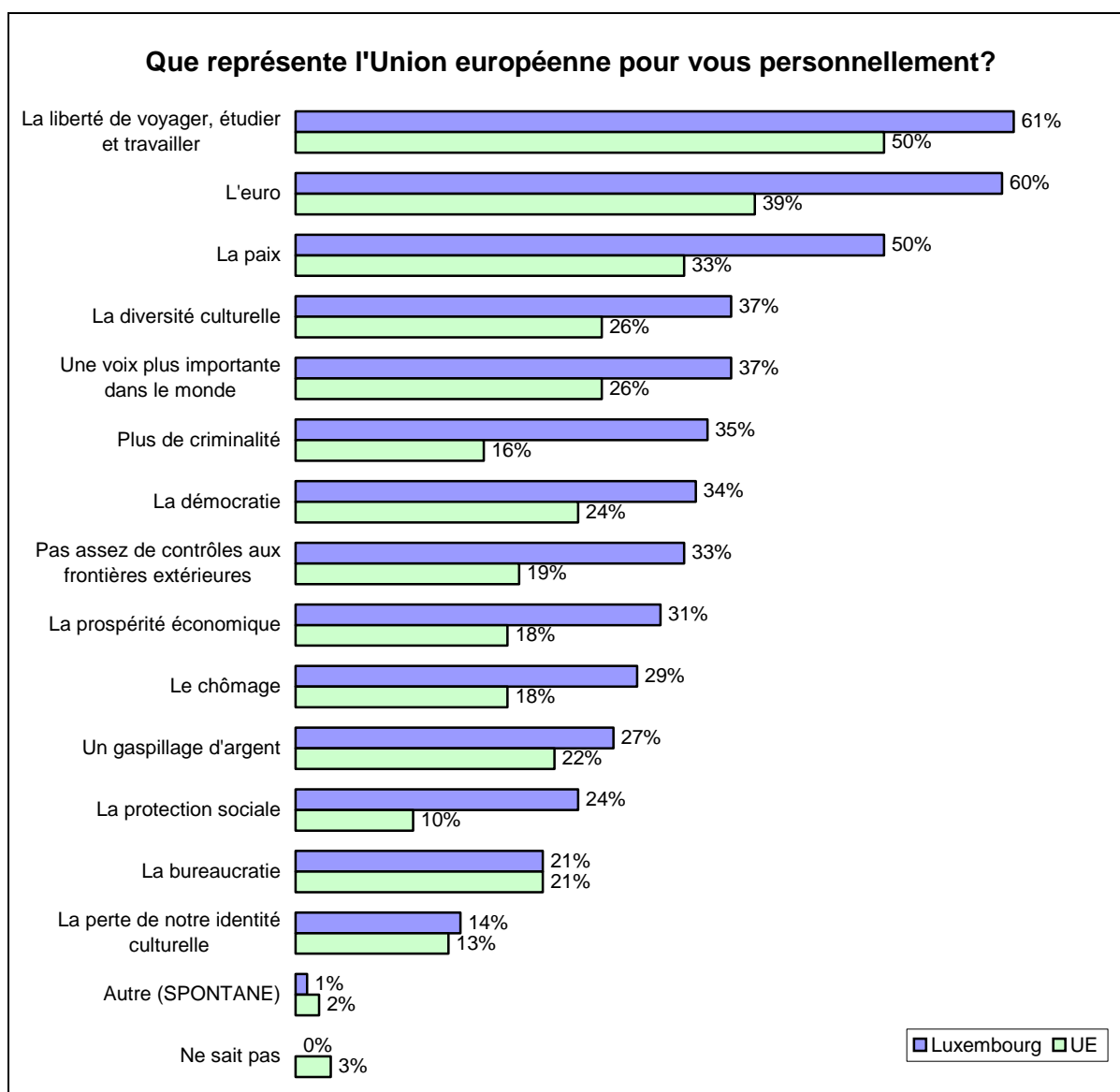
Le graphique suivant fait état de résultats mitigés ou controversés selon le point de vue ; les scores positifs ou 'favorables à l'Europe' n'excèdent jamais 60% et au contraire il y a toujours au moins 30% de réponses négatives ou défavorables. Le Luxembourg se distingue toutefois par des résultats globalement plus favorables à l'Union que la moyenne de l'UE.



III. L'image de l'Union européenne

Au Luxembourg, l'Union européenne est surtout synonyme de la liberté de circulation des personnes et de la monnaie unique ; la paix comme facteur représentant les acquis de l'UE se place à la troisième place, mais régresse fortement. L'image toujours majoritairement positive de l'Union européenne évolue cependant négativement au Luxembourg, contrairement à une tendance générale pour l'UE dans son ensemble. La construction européenne suscite beaucoup de craintes, notamment au Luxembourg le transfert d'emplois vers d'autres pays membres.

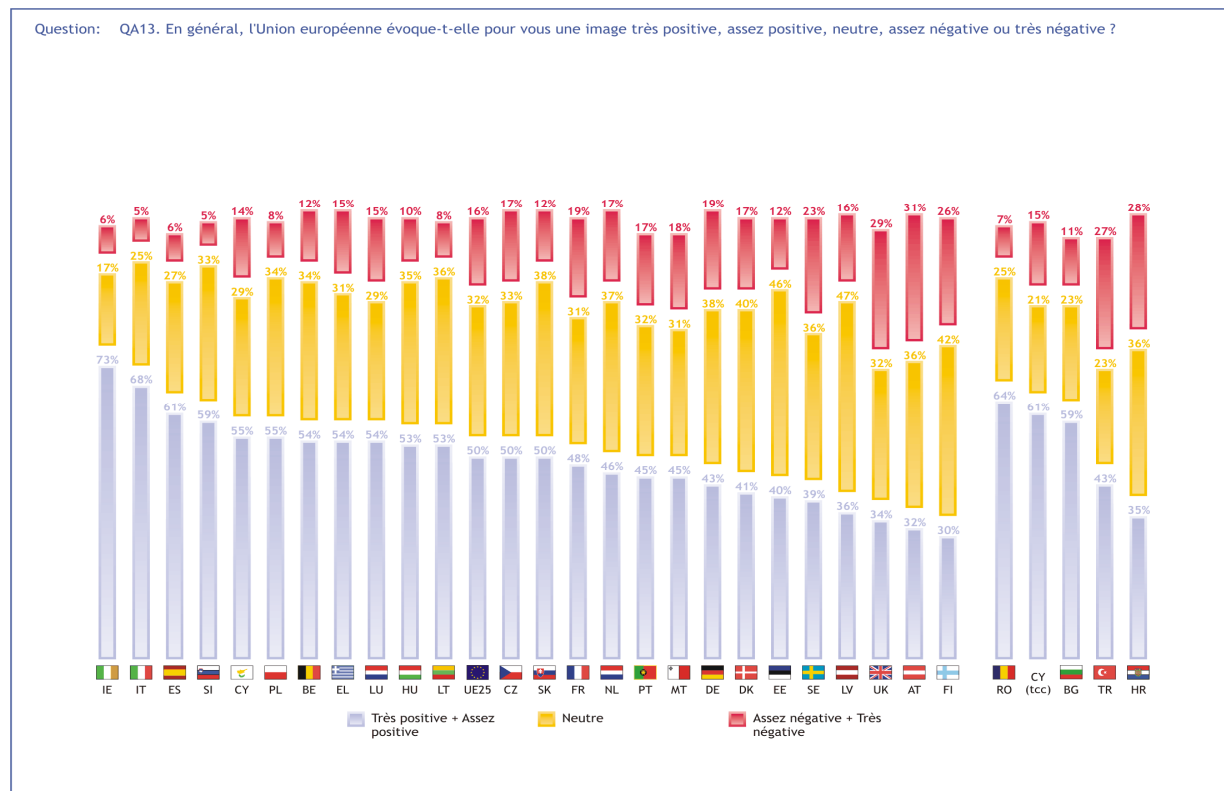
III.1. Image et représentation



Selon les citoyens luxembourgeois, l'Union européenne est associée avant tout à la libre circulation des personnes (61% ; UE : 50%), à l'euro (60% ; UE: 39%) et à la paix (50%, -6 points en un an; UE: 33%). Les aspects négatifs sont cités moins souvent : parmi eux se trouvent la perte de l'identité culturelle (14% ; UE: 13%), la bureaucratie (21% ; UE: 21%), le gaspillage d'argent (27%, +3 points ; UE: 22%), le chômage (29%, +6 points ; UE: 18%), le manque de contrôles aux frontières extérieures (33% ; UE:19%) et l'augmentation de la criminalité (35% ; UE: 16%).

Notons aussi que les différences entre les résultats luxembourgeois et la moyenne des Vingt-cinq sont assez frappantes. Elles concernent surtout les citations « Euro » (Lux.: 60%, UE: 39%), « paix » (Lux.: 50%, UE: 33%) et « plus de criminalité » (Lux.: 35%, UE: 16%).

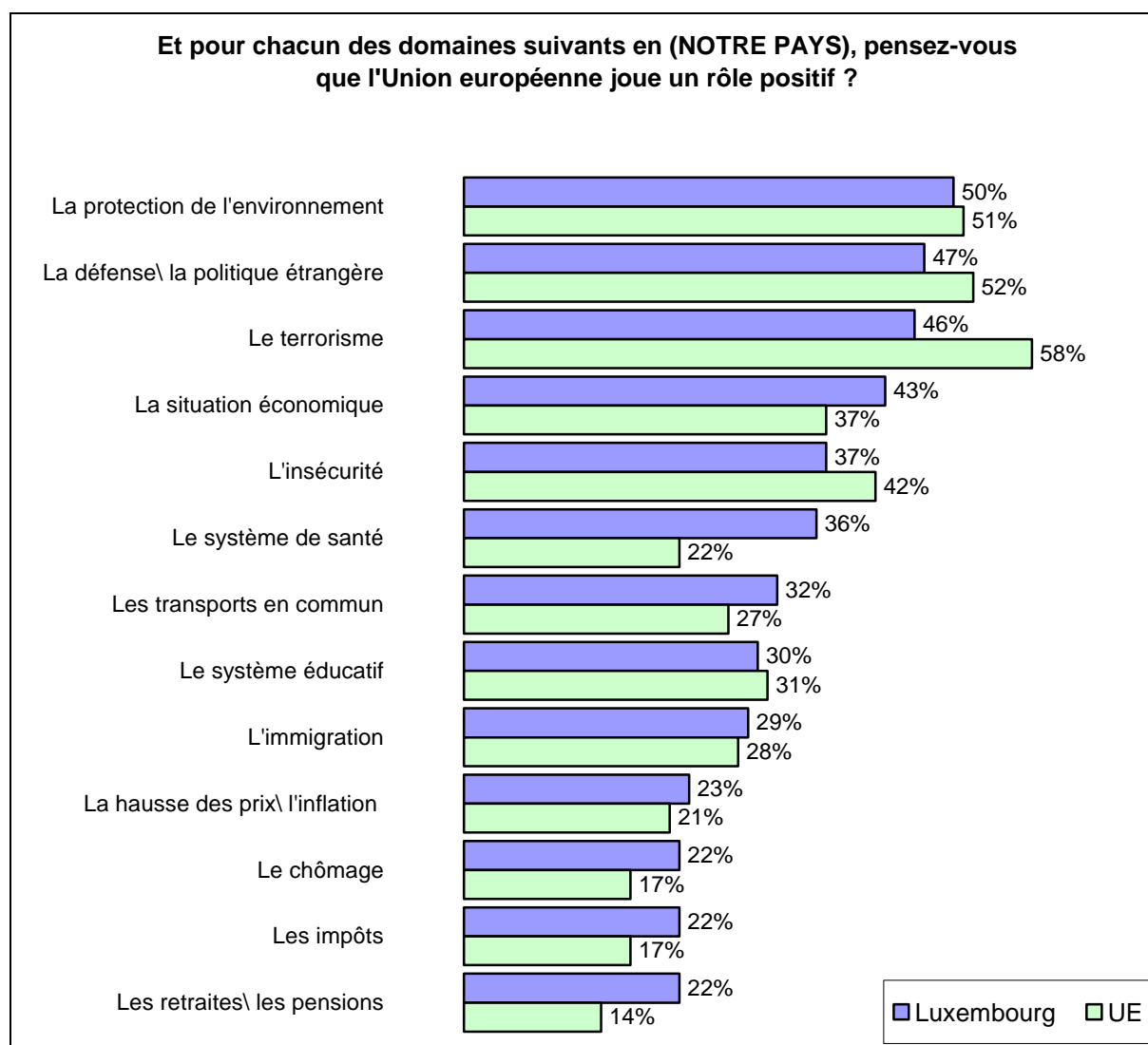
III.2. Image positive, mais mitigée de l'Union européenne



Pour 54% (-3%) des habitants du Luxembourg, l'Union européenne évoque une image positive ; à savoir très positive (8%) ou assez positive (46%) ; pour 15% (+4%) une image assez négative (12%) ou très négative (3%) ; 29% (-2%) en ont une opinion neutre. Le Luxembourg connaît ici encore une évolution contraire à celle de l'UE dans son ensemble où la part des mentions positives est passée de 44% en automne 2005 à 50% au printemps 2006.

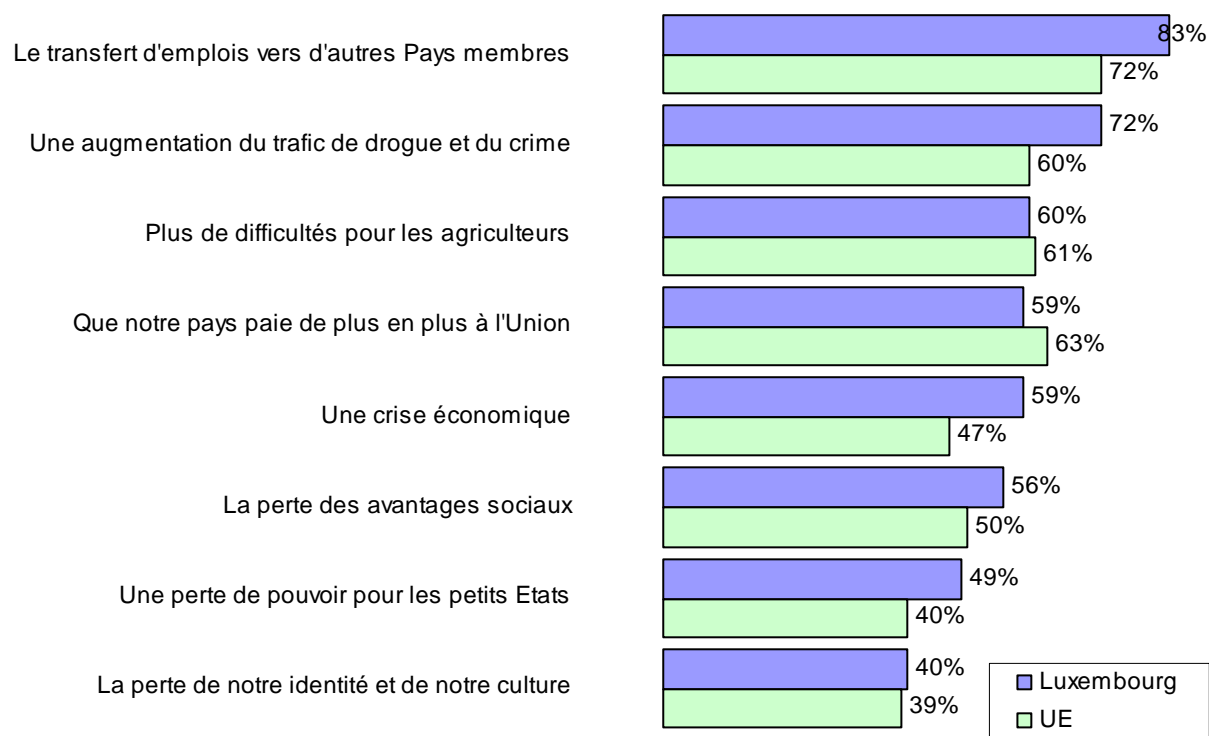
Avec 54% de ses habitants ayant une image positive de l'Union Européenne, le Luxembourg ne figure plus qu'en neuvième position des pays membres, classement mené par l'Irlande (73%) et l'Italie (68%). D'un autre côté, l'image de l'Union européenne est plutôt mauvaise en Finlande (30% d'opinions positives), en Autriche (32%) et au Royaume-Uni (34%).

Notons encore les résultats dans les futurs pays membres Roumanie (64%) et Bulgarie (59%): l'image de l'Union européenne y est très positive, bien au-dessus de la moyenne des pays membres de l'actuelle UE.



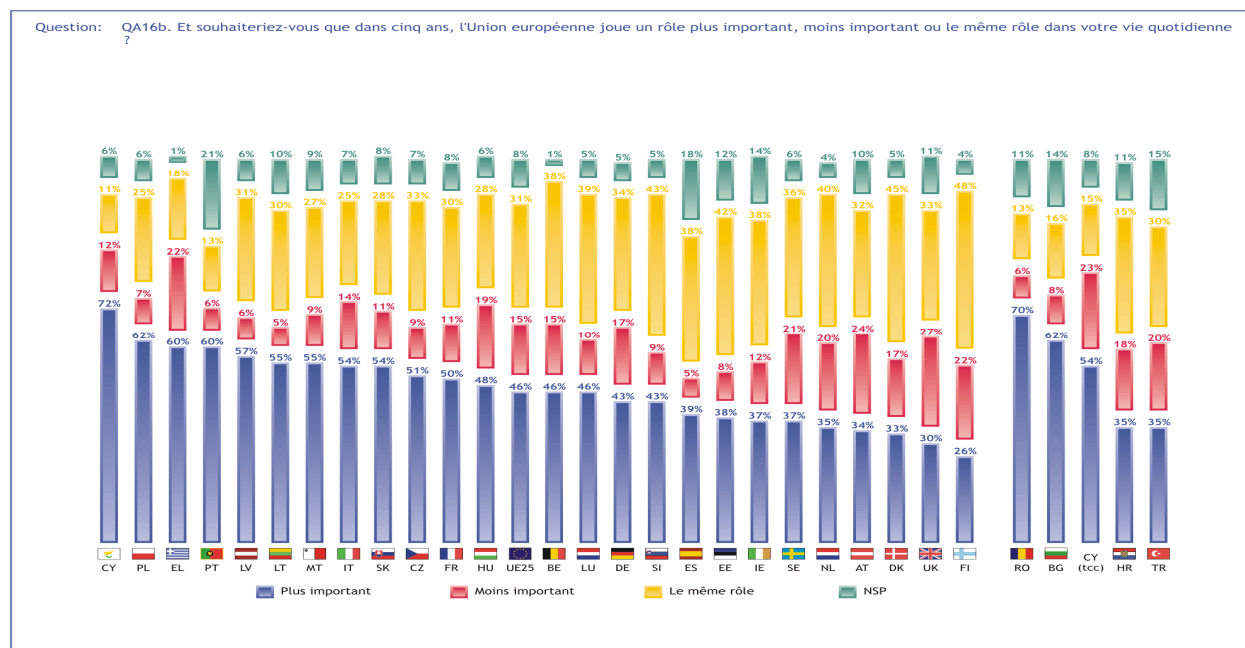
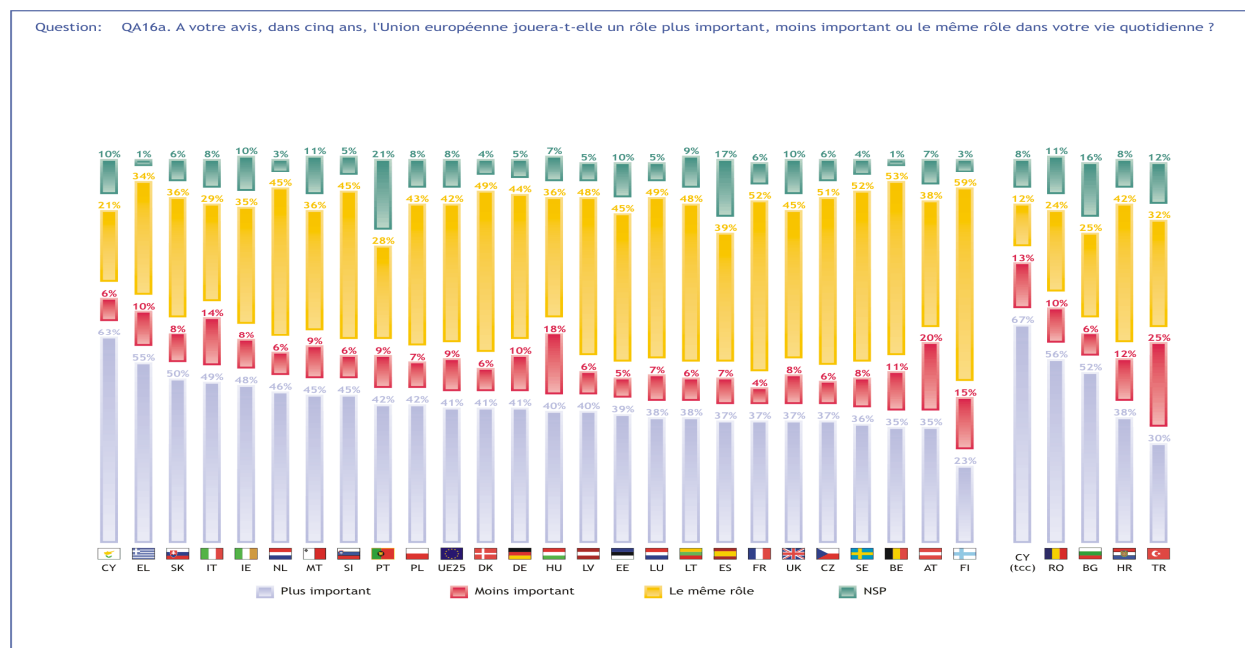
Les avis des citoyens de l'Union sont très réservés et controversés quant aux domaines où l'UE joue un rôle positif ; les scores ne dépassent guère 50% à l'exception de la protection de l'environnement (LU : 50% ; UE : 51%, de la défense et du terrorisme pour l'UE (respectivement 52% et 58%). Bien moins d'une personne sur deux est donc d'avis que l'UE joue un rôle positif ; au niveau du classement on constate que ce sont avant tout la protection de l'environnement, la défense et la politique étrangère et puis le terrorisme qui ressortent comme domaines les mieux jugés au niveau de l'action politique.

Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant l'Europe qui se construit, l'Union européenne. Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez actuellement, ou pas.



La construction européenne suscite à côté des espoirs et attentes également des craintes ; les scores obtenus dans le classement ci-dessus ont des niveaux très élevés, pour certains, au-delà de 70%. Ainsi, les habitants du Luxembourg craignent avant tout la perte d'emplois au bénéfice d'autres pays membres (LU : 83% ; UE : 72%) ; remarquons que cet argument a souvent été relevé par les protagonistes du NON lors du référendum luxembourgeois sur le traité pour une Constitution européenne de juillet 2005. En deuxième place, nous trouvons la peur d'une augmentation du trafic de drogue et du crime, peur présente depuis de nombreuses années suite à l'ouverture des frontières et l'abandon des contrôles réguliers lors des passages de frontière dans l'espace Schengen. Les difficultés pour les agriculteurs, la crainte de devoir payer davantage dans les caisses de l'Union à l'avenir et l'éventualité d'une crise économique viennent ensuite dans le classement. Ces résultats illustrent de manière très claire la crise de confiance que connaît l'UE auprès de ses citoyens.

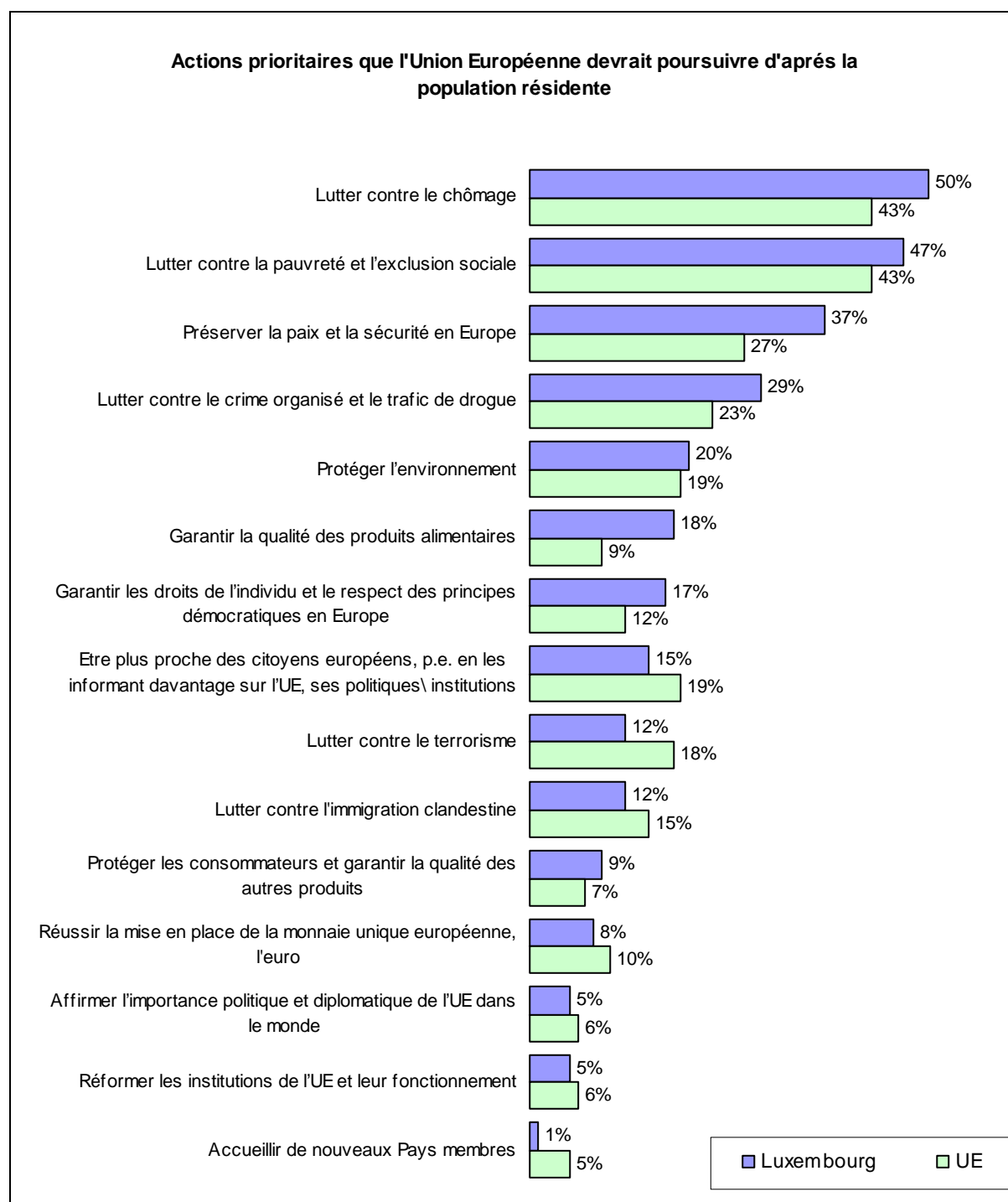
III.3. Avenir et attentes : le rôle futur de l'Union européenne



Une personne sur deux au Luxembourg (LU : 49% ; UE : 42%) est d'avis que le rôle de l'Union européenne ne changera pas d'ici cinq ans ; 38% (UE : 41%) s'attendent à un rôle plus important de l'UE d'ici là. Néanmoins un nombre plus important, à savoir 46% des habitants du Luxembourg et de l'UE dans son ensemble souhaitent que dans les cinq ans à venir l'Union européenne accroisse son rôle ; seulement 10 % (UE 15%) souhaitent que le rôle de l'Union baisse en importance à l'avenir. Le Luxembourg occupe dans les deux classements des scores en dessous de la moyenne de l'UE et se montre ainsi bien moins enthousiaste qu'une majorité de pays de l'UE. La Roumanie et la Bulgarie, les deux pays qui intégreront l'Union prochainement souhaitent à plus de 60% que l'UE joue un rôle plus important à l'avenir.

III.4. Les actions prioritaires de l'Union européenne

Les quatre actions prioritaires que devrait poursuivre l'Union européenne sont identiques au Luxembourg et dans l'ensemble de l'UE. La lutte contre le chômage vient en première priorité, presque au même niveau, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. D'autres domaines importants au Luxembourg sont également la préservation de la paix et de la sécurité en Europe ainsi que la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue. Toutes les autres actions indiquées n'atteignent que des scores bien plus faibles et ont donc un degré d'importance moindre pour les citoyens.

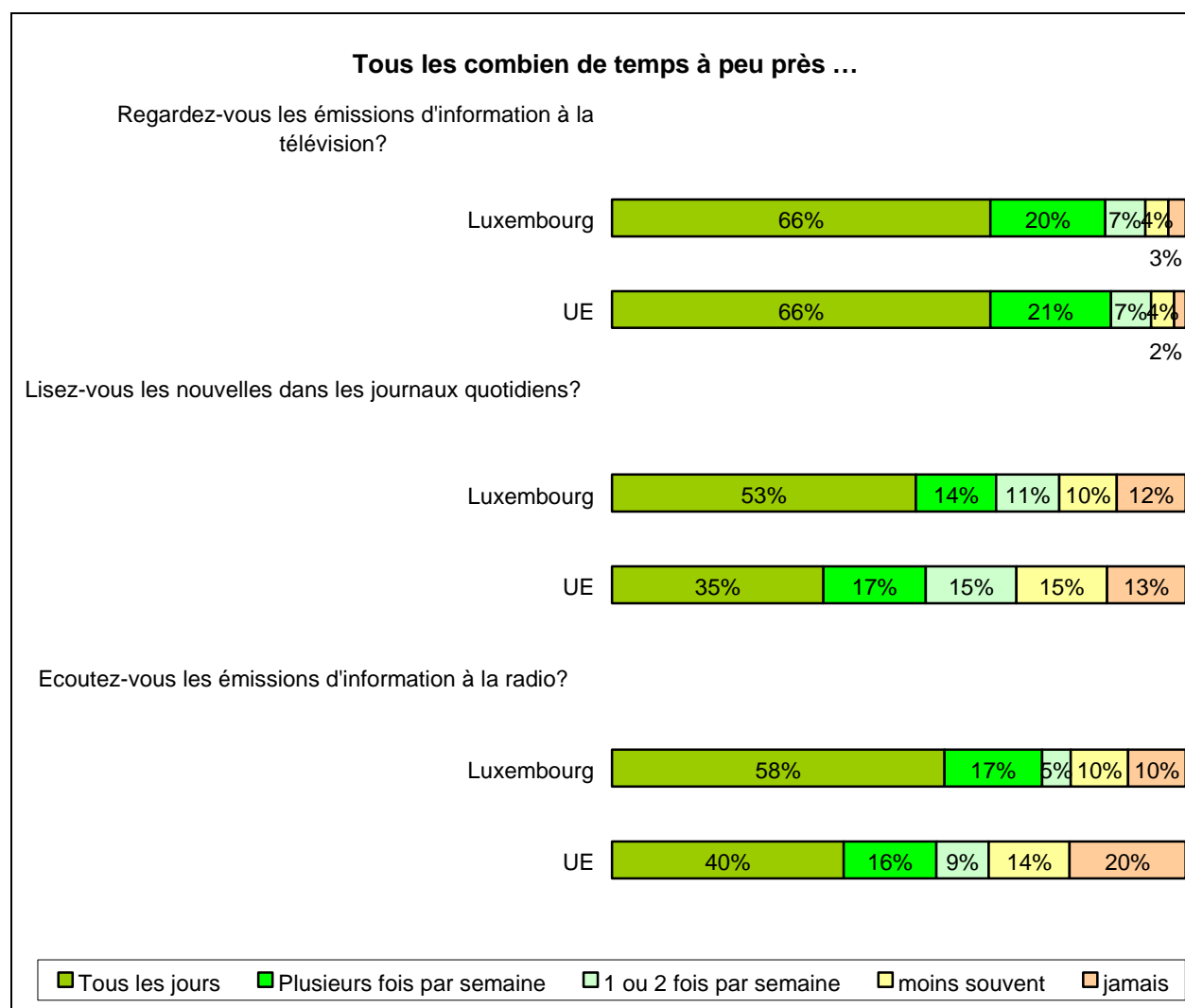


IV. L'information sur l'Union européenne

La télévision devance nettement les autres médias comme source d'information en général, aussi bien au Luxembourg que dans l'UE. Télévision, presse et radio sont les premières sources d'information quand on interroge les citoyens sur les moyens utilisés pour s'informer au sujet de l'UE. Une majorité est d'avis qu'il y a suffisamment d'information sur l'Union européenne dans les médias.

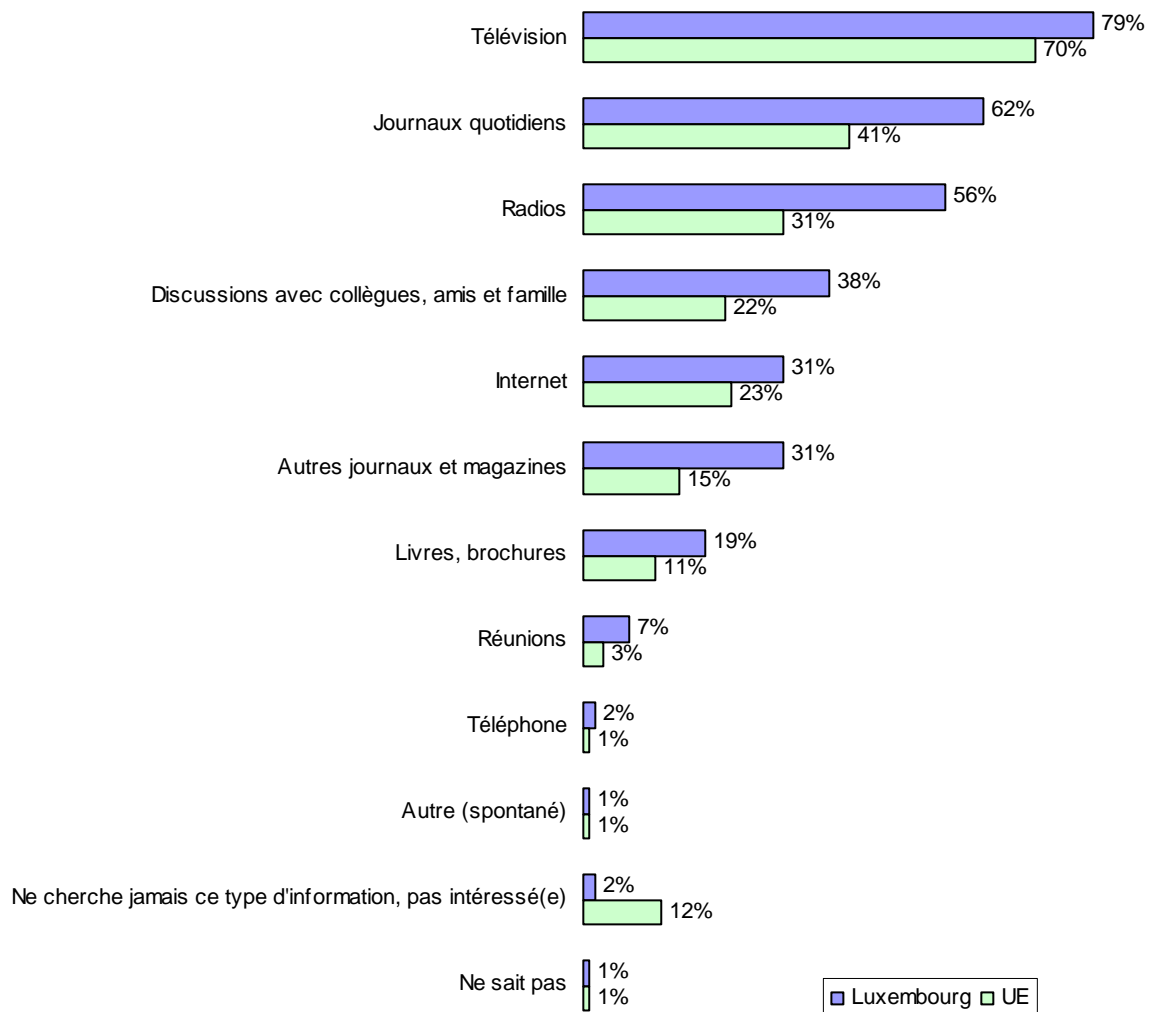
La moitié des interrogés estime que l'information fournie sur l'Union européenne par les principaux médias (télévision, presse et radio) est objective, un quart cependant est d'un avis contraire, les autres personnes ne s'exprimant pas.

IV.1. Les sources d'information



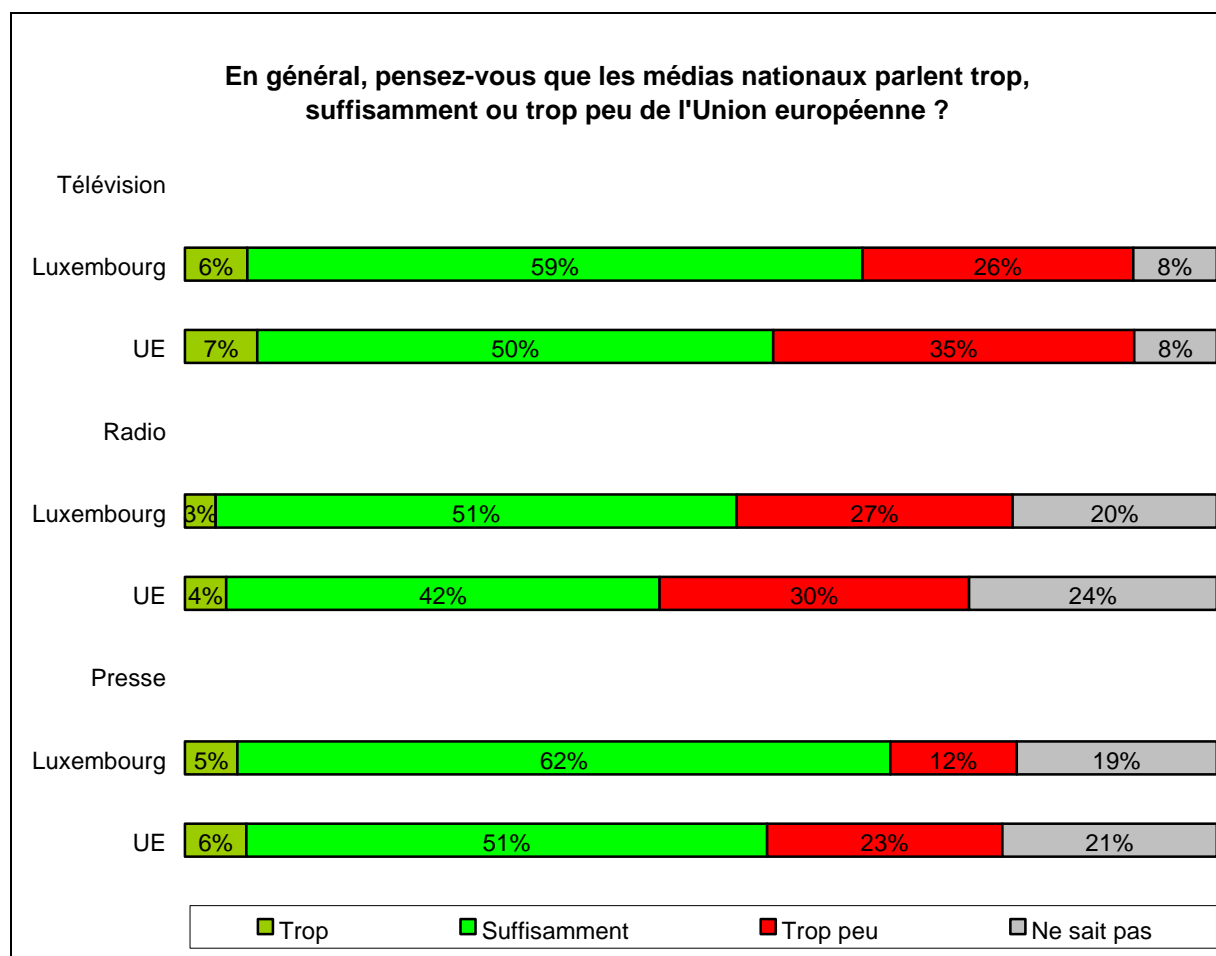
Au Luxembourg, 66% des personnes interrogées déclarent regarder tous les jours des émissions d'information à la télévision (UE: 66%), 53% suivent tous les jours l'actualité dans la presse quotidienne (UE: 35%) et 58% écoutent chaque jour des émissions d'information à la radio (UE: 40%). Le suivi de l'actualité est ainsi bien plus élevé au Luxembourg que dans l'Union européenne considérée dans son ensemble pour la presse et la radio ; au niveau de la télévision on constate qu'il n'y pas d'écart.

Les sources d'information les plus utilisées sur l'UE, ses politiques et ses institutions



La télévision (79% ; UE: 70%), les journaux quotidiens (62% ; UE: 41%) et la radio (56%, ; UE: 31%) demeurent les sources d'information les plus importantes au Luxembourg et au niveau de l'UE. Suivent les discussions avec des collègues de travail, des amis et la famille (38% ; UE: 22%), l'Internet (31% ; UE: 23%), d'autres journaux et magazines (31% ; UE: 15%) et des livres ou brochures (19%; UE: 11%). L'importance des livres et brochures a sensiblement baissée depuis 2005 au Luxembourg (moins 14 points) ; rappelons que ce furent lors de la campagne référendaire du printemps 2005 des sources d'information très largement diffusées et appréciées par les citoyens.

IV.2. Le traitement de l'information européenne

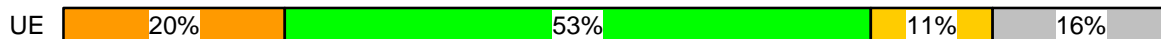
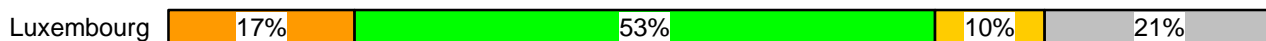


Plus d'un sondé sur deux au Luxembourg (59% ; UE: 50%) déclare que la télévision parle suffisamment de l'Union européenne. Les taux respectifs pour les autres médias analysés se situent à 51% (UE: 42%) pour la radio et 62% (UE: 51%) pour la presse, chiffres constants d'une année à l'autre.

Les médias répondent donc de manière satisfaisante aux exigences de la population, bien qu'il reste des taux non négligeables de personnes désirant recevoir plus d'information. Sont concernées surtout la télévision (26% ; UE: 35%), la radio (27% ; UE: 30%) et finalement la presse (12% ; UE: 23%).

Pensez-vous que les médias nationaux parlent de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?

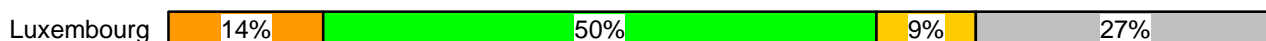
Télévision



Radio



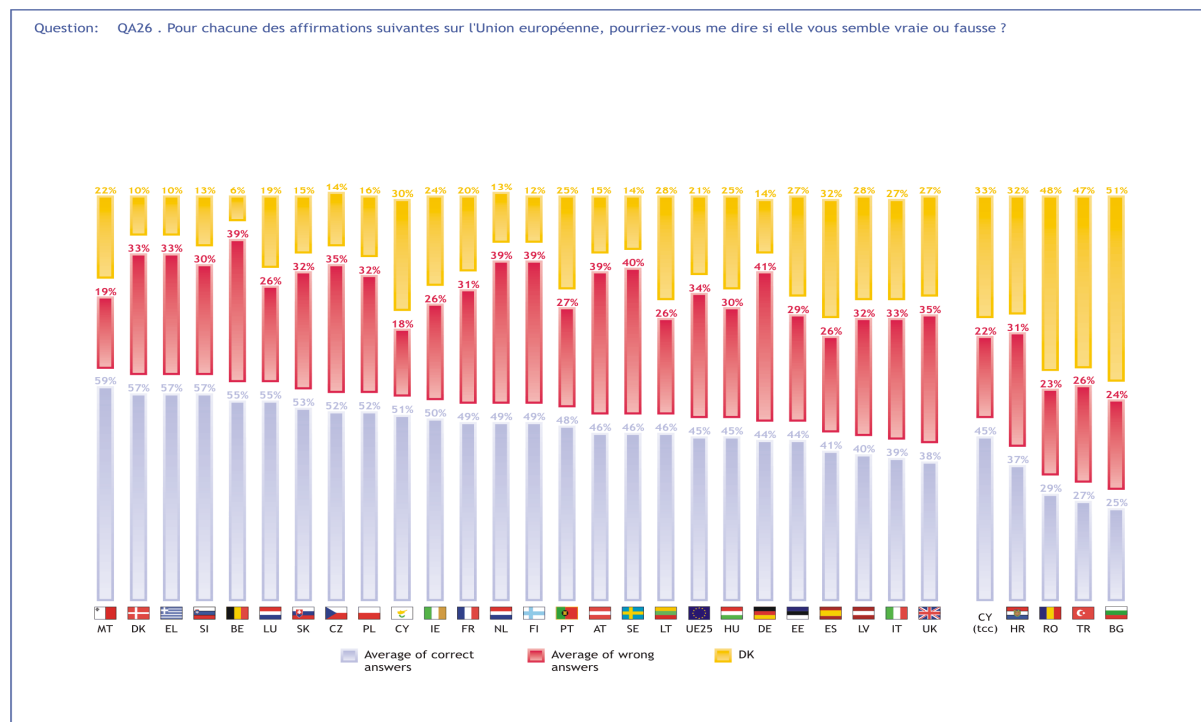
Presse



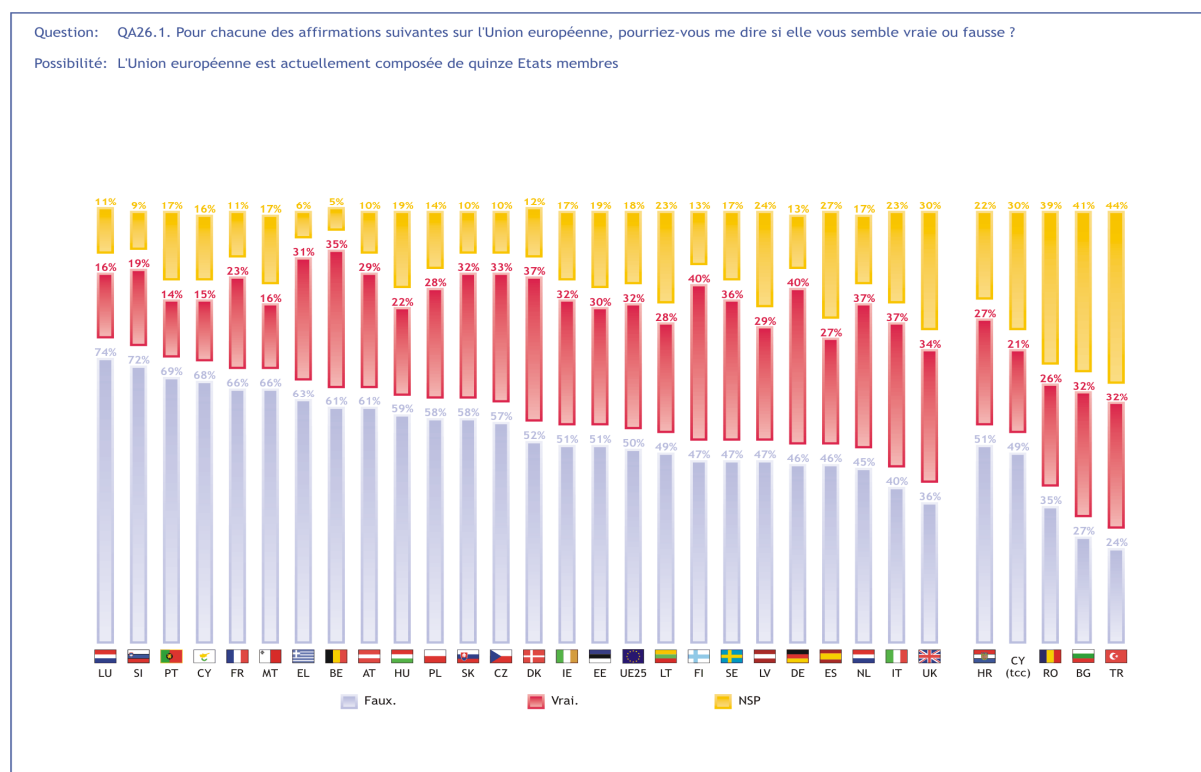
■ Trop positive
 ■ Objective
 ■ Trop négative
 ■ Ne sait pas

La moitié des personnes interrogées estime que l'information fournie sur l'Union européenne par les principaux médias (télévision, presse et radio) est objective, la télévision obtenant des scores légèrement plus favorables. Notons également qu'entre 13% et 20% des interrogés estiment que l'information diffusée est trop positive, ou encore que la réalité est embellie. Si une personne sur quatre ne s'exprime pas, il faut garder à l'esprit qu'également une personne sur quatre estime que la manière de présenter l'Union européenne dans les médias n'est pas objective.

IV.3. Etat des connaissances de l'Union européenne

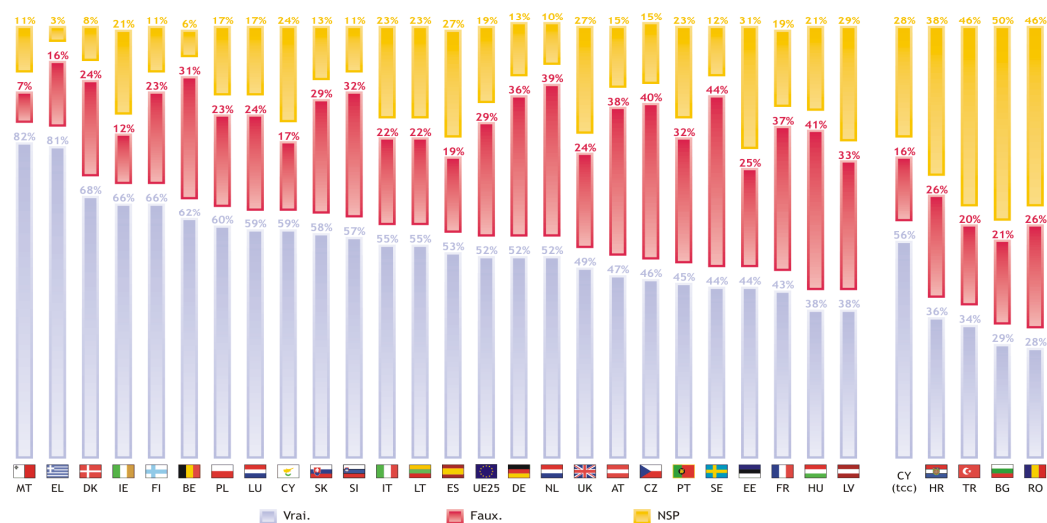


Concernant trois questions sur l'Union européenne la moyenne des réponses correctes se situe à 55% au Luxembourg, bien au-dessus de la moyenne des Vingt-cinq (UE: 45%) ; Malte (59%), le Danemark (57%), la Grèce (57%) et la Slovénie (57%) précèdent de peu le Luxembourg. En queue du classement se trouvent l'Italie (39%) et le Royaume Uni (38%).



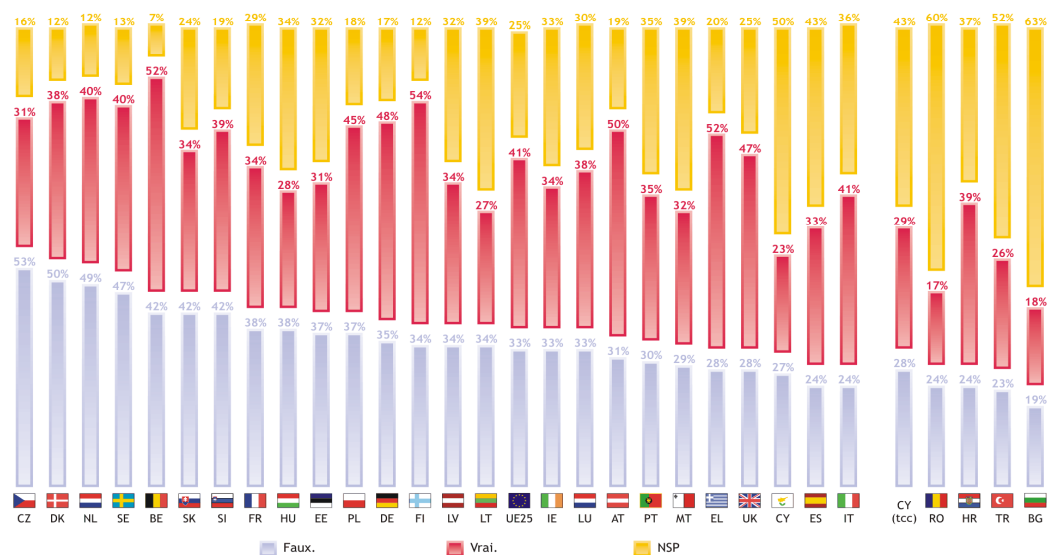
Question: QA26.2. Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

Possibilité: Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne



Question: QA26.3. Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

Possibilité: La plus grande part du budget européen est consacrée aux frais administratifs et aux frais de personnel



Le détail des trois questions posées fournit les résultats suivants : le Luxembourg est premier sur la question du nombre des Etats membres de l'UE avec 74% de réponses correctes, mais régresse à la septième place avec 59% de réponses correctes à la question du suffrage direct du Parlement européen. A la troisième question sur l'importance relative des frais administratifs et de personnel le Luxembourg se retrouve à la dix-septième place avec seulement 33% de réponses correctes, score qui correspond à la moyenne de l'UE.

EUROBAROMETRE « STANDARD » 65.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 27 mars et le 1^{er} mai 2006, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 65.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale de la Communication, unité « Analyse de l'opinion publique et des médias ».

L'EUROBAROMETRE « Standard » fait partie de la vague 65.2 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE « Standard » a été conduit également dans les deux pays accédants (la Bulgarie et la Roumanie) et dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie), ainsi que dans la Communauté Turque Chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise d'une des langues nationales respectives pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATE	TERRAIN	POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.020	28/03/2006	26/04/2006	8.598.982
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.068	29/03/2006	14/04/2006	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.008	29/03/2006	01/05/2006	4.380.063
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.526	28/03/2006	23/04/2006	64.174.295
EE	Estonie	Emor	1.002	31/03/2006	24/04/2006	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/03/2006	24/04/2006	8.674.230
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.005	28/03/2006	24/04/2006	35.882.820
FR	France	TNS Sofres	1.020	30/03/2006	24/04/2006	44.010.619
IE	Irlande	TNS MRBI	1.003	30/03/2006	30/04/2006	3.089.775
IT	Italie	TNS Abacus	1.000	30/03/2006	01/05/2006	49.208.000
CY	Rép. de Chypre	Synovate	507	31/03/2006	24/04/2006	552.213
CY(tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	29/03/2006	15/04/2006	157.101
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.018	28/03/2006	23/04/2006	1.394.351
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.019	31/03/2006	23/04/2006	2.803.661
LU	Luxembourg	TNS ILRES	503	27/03/2006	24/04/2006	367.199
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.020	04/04/2006	25/04/2006	8.503.379
MT	Malte	MISCO	500	28/03/2006	21/04/2006	322.917
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.009	04/04/2006	25/04/2006	13.242.328
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institute	1.017	31/03/2006	20/04/2006	6.679.444
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/03/2006	26/04/2006	31.610.437
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.002	31/03/2006	24/04/2006	8.080.915
SI	Slovénie	RM PLUS	1.033	30/03/2006	26/04/2006	1.663.869
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.078	31/03/2006	19/04/2006	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.006	27/03/2006	26/04/2006	4.279.286
SE	Suède	TNS GALLUP	1.017	28/03/2006	24/04/2006	7.376.680
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.312	27/03/2006	26/04/2006	47.685.578
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.015	27/03/2006	10/04/2006	6.695.512
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.007	27/03/2006	27/04/2006	18.145.036
HR	Croatie	Puls	1.000	29/03/2006	25/04/2006	3.682.826
TR	Turquie	TNS PIAR	1.005	29/03/2006	26/04/2006	47.583.830
TOTAL			29.220	27/03/2006	01/05/2006	442.620.588

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points